Journal école de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

IMPRIMATUR

679
GRATUIT
1er MARS 2013

MILLION DOLLAR MOVIE

Sciences Po dans la tempête médiatique

rendez-vous page 6

Moteur, silence, consommation !

Nicolas Bach
Rédacteur en chef

En surface, le cinéma français vit bien. On s'arrache nos acteurs. Surfant sur la vague *Intouchables*, Omar Sy est parti un an à Los Angeles pour tenter de percer à l'international. Même refrain pour Dany Boon qui profite de sa célébrité pour encaisser un chèque de trois millions d'euros pour le film *Un plan parfait* et déclencher une vague de protestations. On s'arrache nos acteurs sur petit écran aussi. Le 18 janvier dernier, *Canal Plus* invite toute la bande de Jean Dujardin pour enchaîner des sketchs qui ne font rire qu'eux dans l'émission *Le débarquement*. Toujours plus de films sortent ou sont primés. Toujours plus de festivals et de cérémonies se créent pour les récompenser. Parfois avec succès, parfois non. En cette fin de mois de février, le cinéma lève le pied pour se féliciter. Vendredi dernier, la « grande famille du 7eme art » se réunissait à Paris pour s'autocongraturer à coups de statuettes et manger une montagne de petits fours devant plus de 2,5 millions de téléspectateurs. Deux jours plus tard, on décernait les *Oscars*. Mais tout n'est pas que strass et paillettes.

Derrière la caméra, l'évolution technologique met à mal les petites salles. Révolution du numérique, films en 3D ou nouveaux espaces de projection, elles sont sans cesse obligées d'évoluer, d'innover. Et qu'en est-il du côté des spectateurs, eux qui sont la clé de voûte du succès ? Sans ticket vendu, pas de recette. Pas de recette, pas de rentabilité et des producteurs qui font la gueule. Pour amasser encore plus de revenus, depuis quelques semaines, *Pathé* planche sur un nouveau mode de consommation. Le groupe dirigé par Jérôme Seydoux étudie l'idée de mettre des places en vente à un tarif baptisé « premium ». En gros, on paie plus cher son ticket pour être installé dans un meilleur siège. Celui dans la rangée du milieu et dans l'axe de l'écran. Celui que tout le monde s'arrache. La nouvelle est passée en toute discrétion au mois de décembre dernier pour la projection du dernier Tarantino, *Django Unchained*. Là, un problème se pose. Le cinéma est l'un des derniers endroits d'égalité sociale. Une fois sa place en poche, pas de distinction de portefeuille, de milieu, de passé-présent-futur. Quelque part, c'est premier arrivé - premier servi. Instituer une autre hiérarchie, fondée sur le pouvoir d'achat, signifie un retour en arrière pur et simple, à une époque où l'on voyageait en première, deuxième ou troisième classe dans le métro. Mais la question sociale est-elle encore un dossier sur lequel souhaite se pencher le cinéma français ? ☜

SOMMAIRE

3 SUR LES TRACES DE LA TAUPE
4 STARK MÉCÈNE MÉDIATIQUE
5 L'ENVOL DU "GRILLON"
6 SEXISME À SCIENCES PO : QUAND LES MÉDIAS S'EXCITENT
7 AFFAIRE BOULIN : CES JOURNALISTES QUI Y CROIENT
8 LEUR FILS LEURS BATAILLES
9 DOSSIER "CINÉMA MON POGNON"
17 LE RÊVE AMÉRICAIN À PRIX DISCOUNT
18 LA BELLE ET LES BÊTES
20 PAQUIN SUR GLACE
21 LE NOUVEAU CHALLENGE DE NIGEL WYATTE
22 LES MARINE ET BLANC DANS LE ROUGE
23 BASSONS EN COURSE CONTRE LE DOPAGE
24 LE POIDS D'UNE PLUME

Photo de l'édito : Ambroise Ducher

Journal école de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine
Fondateur : Robert Escarpit **Directeur de la publication :** François Simon **Rédacteur en chef :** Nicolas Bach
Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine 1, rue Jacques Ellul - 33080 Bordeaux cedex ISSN 0397-068X
Impression : Bordeaux Impressions

Amandine Sanial

SUR LES TRACES DE LA TAUPE

De décembre 2011 à mars 2012, le *Castorama* de Villenave d'Ornon embauche un manutentionnaire en CDD. Parmi les cent-dix salariés du magasin, on ne se doute pas que ce dernier est en réalité une taupe employée par une société de surveillance sur ordre de *Castorama* France. J'ai tenté de retrouver celui qui établissait des rapports journaliers sur les salariés qu'il côtoyait et qu'il incitait à voler pour mieux les dénoncer.

Par Maxime Fayolle

Mon parcours commence avec des coupures de journaux. *« L'espion »*, *« la taupe »*, *« la barbouze »*, voilà les termes employés par les journalistes pour dépeindre le faux-salarié du *Castorama* de Villenave d'Ornon employé pour "fliquer" les vrais salariés. Je décide d'appeler le reporter de *Sud-Ouest* pour lui parler de mon projet de retrouver la taupe et de l'interroger. Il me fait comprendre que cela est irréalisable et qu'il me sera impossible d'obtenir le nom de la taupe. Je parviens malgré tout à dégotter le numéro du patron de la société "d'espionnage", la *SIPIC* (Société d'Investigation et de Protection Industrielle et Commerciale), basée vers Aix-en-Provence.

« ARRÊTEZ VOTRE SCÉNARIO ! »

Je doute de l'aboutissement de ce coup de fil. L'affaire ayant déjà fait grand bruit, je me dis que Jean-Pierre Rabier, le gérant de la *SIPIC*, ne doit plus répondre au téléphone. Il décroche pourtant au premier essai, mais le ton monte rapidement : *« Je n'ai rien à vous dire. Je connais vos manœuvres de journaleux* (sic). *Tout ce que vous racontez est faux, c'est de la calomnie. Arrêtez votre scénario ! »* L'appel n'a pas duré deux minutes et voilà qu'il me raccroche au nez.

Je décide de centrer mes recherches sur cette société. Je retrouve la trace d'un ancien salarié de la *SIPIC* dans le nord de la France. Je tente une prise de contact par un réseau social. Il est d'accord pour m'accorder une interview afin de s'expliquer sur son travail au sein de la *SIPIC*. La brèche semble s'ouvrir mais 48h plus tard, il change d'avis : *« Je ne souhaite plus répondre à vos questions pour cause de secret professionnel. »* Étonné de ce revirement, je l'appelle pour avoir des explications : *« Vous savez, entre temps, j'ai eu mon ex-patron au téléphone ... Je préfère en rester là. Je ne veux pas d'ennuis, je viens de monter ma boîte. »* Jean-Pierre Rabier m'avait devancé.

DES RAPPORTS JOURNALIERS ULTRA-DÉTAILLÉS

Il ne me reste qu'à revenir à mon point de départ. La plainte contre X déposée par la CFDT. Je rencontre Denis Lauxire, le secrétaire général CFDT Services de la Gironde : *« Pour la direction, il s'agit d'un simple audit de personnel. Mais un audit ne se fait pas par des méthodes illégales. Nous espérons qu'un juge d'instruction sera nommé pour déterminer les responsabilités de chacun. »* Contacté la veille, le Parquet de Bordeaux m'avait plutôt fait comprendre l'inverse : *« Nous n'en sommes pas là. Nous n'avons aucune obligation légale de nommer un juge instructeur. »*

Avant de quitter les locaux de la CFDT, on me laisse consulter la copie du registre du personnel. J'accède enfin au nom du salarié suspect : Marc-Olivier C. On m'autorise aussi à prendre connaissance des fameux rapports de la taupe. Ils sont édifiants. Incitation au vol, tentative de se faire inviter à des soirées extra-professionnelles pour tirer des informations aux participants... Ce que je lis est incroyable. Extrait : *« Je lui ai encore parlé de sortir des produits du magasin hier soir, mais cette fois encore il refuse : "Arrête ça craint, t'es malade ou quoi ?" Je tente de dédramatiser : "Mais non, ça craint pas." »* Au total, plus de 70 pages de rapports ultra-détaillées, toutes du même acabit. Heureusement, aucun salarié du magasin n'a mordu à l'hameçon.

DISPARU DANS LA NATURE

Le syndicaliste Denis Lauxire m'avait confié qu'un journaliste de *Canal +* était à la recherche de l'espion. Après quelques recherches, je trouve son contact et l'appelle. On se met vite à discuter de l'intérêt de ce rapport : *« Le Castorama de Villenave était mal tenu et la direction centrale a voulu resserrer les boulons. Ces rapports journaliers n'ont couté que 40 000€ environ. Au final, si la direction était parvenue à faire virer quelques salariés, cette action se serait avérée très rentable. En plus c'est quasiment sans risque. On intimide les salariés par ces pratiques de flicage, ils refusent de témoigner au risque de perdre leur job. Et les clients du magasin s'en foutent, ils continueront d'aller chez Casto ! Si Marc-Olivier ne s'était pas fait pincer, Casto avait tout gagné. D'ailleurs, dans son rapport, il préconisait de revenir une autre fois pour les "retravailler". »*

Quant au fait de savoir où est Marc-Olivier : *« Aujourd'hui, il est introuvable. Il a disparu dans la nature. »* Après d'ultimes recherches sur Internet, je finis par trouver une piste du côté de Menton (06). Marc-Olivier y tenait un restaurant avant d'intégrer la *SIPIC* en 2011. Il a revendu ses parts à son associé, lui aussi introuvable. Le restaurant en question, l'*Alkéna*, n'existe plus et tous les numéros de téléphone de Marc-Olivier trouvés là-bas sonnent désespérément dans le vide. ☜

Des rapports quotidiens réalisés grâce à la taupe de la SIPIC.

Maxime Fayolle

Maxime Fayolle

PHILIPPE STARCK MÉCÈNE MÉDIATIQUE

Près de 300 curieux s'étaient amassés pour apercevoir Philippe Starck

Impossible pour les bordelais d'avoir échappé à la communication faite autour du Pibal, le nouveau vélo dessiné par Philippe Starck. Celui-ci a été présenté en grandes pompes mardi 19 février. L'occasion de confirmer que Philippe Starck c'est le savoir-faire mais aussi un faire savoir !

Par Maxime Fayolle

Il n'est même pas encore 11h mardi 19 février à l'Hôtel de Ville place Pey-Berland, et déjà des dizaines et des dizaines de journalistes sont présents pour l'évènement. Ça y est ! C'est aujourd'hui la présentation du Pibal. Du quoi ? Mais si, voyons, le Pibal ! Ce vélo aux roues jaunes que vous avez forcément vu affiché en centre-ville. Et si tant de monde se presse à la mairie pour l'admirer, ce n'est pas pour son esthétique, ni pour sa révolutionnaire plateforme qui permet de le transformer en patinette ni même pour ses 16kg tout mouillé. Non, si tout le monde s'agglutine sur la place, c'est pour apercevoir Philippe Starck, le designer mondialement connu et reconnu. *« Dès que Starck fait quelque chose, le monde entier regarde. Sa venue est exceptionnelle. »* s'enthousiasme t-on dans les médias bordelais.

Son arrivée à pied, poussant le Pibal, son *« animal rustique »* comme il le décrit, est digne de celle d'un grand chef d'État. Dans les couloirs de la mairie, le personnel confie n'avoir jamais vu autant de monde ni autant de désordre. La rencontre avec Alain Juppé crée l'hystérie chez les journalistes. Ils sont tous là pour voir le duo Juppé - Starck rentrer triomphalement dans le salon de réception de la mairie sur l'air d'Yves Montand, *A Bicyclette*, bien sûr.

TRAVAIL GRATUIT ? PAS SI SÛR !

La conférence de presse débute devant une foule de journalistes. Après quelques minutes passées à faire l'éloge du vélo, le maire de Bordeaux précise que le designer est venu travailler gratuitement pour la ville. Philippe Starck, mécène ? Visiblement mal à l'aise avec la question, l'intéressé botte en touche : *« C'est un devoir d'aider ma communauté. Je n'ai pas à me justifier sur ce point. »* Puis s'en sort d'une habile pirouette : *« Cela fait 25 ans que Bordeaux est ma ville d'adoption* (il a une maison au Cap-Ferret, ndlr). *Vous avez de la chance vous les bordelais, vous vivez au paradis ! »*

Dans le monde du design, on s'étonne du bénévolat de Starck : *« Vous connaissez beaucoup de gens qui viennent travailler gratuitement ? Ça lui ouvre certainement les portes d'autres chantiers. »*

ELABORATION DE LOGEMENTS SOCIAUX

Pour les médias présents, on insiste sur l'opération de com' réussie par la ville : *« Starck se donne bonne image en affirmant avoir travaillé gratuitement, pour autant s'il a déposé un brevet, il gagnera de l'argent avec. Il a aussi pour projet de le vendre ce vélo. Donc, gratuit ? Oui et non au final ! Et puis c'est tout aussi bon pour Juppé en vue des municipales de 2014 de s'attacher les services de Starck. C'est du gagnant-gagnant. »*

Mais alors, y aura-t-il des contreparties pour le designer ? Sud-Ouest révélait le lendemain de la conférence de presse que Philippe Starck avait proposé de participer à l'élaboration de logements sociaux sur Bordeaux. Impossible à l'heure actuelle d'avoir plus d'infos sur ce qui s'apparente à un échange de bons procédés. Dans tous les cas, si ce projet aboutit, une chose est sûre : à peine retombé, le soufflé médiatique pourrait bien repartir de plus belle.

INFO PRATIQUE

On pourra emprunter le Pibal gratuitement à partir de septembre à la maison du vélo, 69 cours Pasteur.

Mairie de Bordeaux

L'ENVOL DU "GRILLON"

Beppe Grillo, acteur et humoriste, agite la sphère politique italienne depuis la fondation de son mouvement Cinq étoiles en 2009. Retour sur une ascension aussi surprenante que fulgurante, qui a conduit ce parti à devenir ce week-end la troisième force politique du pays.

Par Ludovic Ferro

25% à la chambre des députés. 24% au Sénat. Comme les sondages le prédisaient le Mouvement Cinq étoiles (M5S) est très haut dans la paysage politique italien. Juste derrière le Parti Démocrate de Bersani et la coalition de Berlusconi. Un excellent résultat qui découle d'une campagne pas comme les autres. Pendant que les candidats aux élections législatives accomplissaient le rituel classique de l'inévitable tournée des plateaux télés, un homme et son parti se sont démarqués des discours ambiants. Beppe Grillo a préféré ne pas participer à ce combat de coqs à distance qui laisse trop souvent le citoyen de côté, spectateur et passif. Lui était ailleurs. Trop occupé à écumer la Botte en camping-car, à la rencontre de ses compatriotes. Son Tsunami Tour de 77 étapes s'est terminé par un triomphe. Plus de 500 000 personnes se sont rassemblées sur la Piazza San Giovanni à Rome, un lieu habituellement réservé à des manifestations de gauche. Durant ses meetings, il hurle, vocifère et harangue la foule. Il présente aussi son programme constitué de mesures parfois pleines de bon sens, souvent irréalisables et toujours démagogiques. En vrac, l'indexation des payes des députés sur la moyenne salariale du pays, la sortie de la zone euro, internet gratuit ou la réduction du temps de travail à 20 heures. Mais aussi quelques prises de positions polémiques. Sur l'Iran par exemple *« ceux qui s'échappent sont des opposants. L'économie va bien, les personnes travaillent »*. Ou encore quand il ouvre la porte de son mouvement aux militants d'un groupuscule néofasciste *« un militant de Casapound peut entrer à 5 Stelle, Casapound vaut mieux que Monti »*.

UN CONTEXTE FAVORABLE

L'orientation que compte donner Grillo à l'Italie est presque secondaire dans sa montée en puissance.

Le comique n'a pas que des talents d'acteur. Certes, dans le pays qui a vu naître la Commedia dell'arte, c'est un atout non négligeable pour plaire aux électeurs. Silvio Berlusconi ne dira pas le contraire. L'animal est aussi une bête politique. Il s'appuie sur son charisme et son humour pour charmer son assemblée, n'hésitant pas à donner des surnoms à ses rivaux. *« Gargamel »* pour Pierluigi Bersani, *« Rigor Montis »* pour Mario Monti ou encore *« le nain »* pour Silvio Berlusconi. Beppe Grillo, un peu à la manière d'un certain Coluche à l'époque, est apparu sur la scène publique principalement pour dénoncer la corruption et remettre le citoyen au centre des préoccupations de la classe politique. Depuis que la crise a éclaté, les gouvernements européens ont relégué l'humain loin derrière la finance. Les Italiens sont écrasés par les mesures d'austérité prises par le gouvernement Monti, en collaboration avec l'Union Européenne. L'humoriste en profite et déclare dans ses meetings vouloir *« renvoyer tous les politiques à la maison »*. Cette attitude contestataire, à défaut de proposer de réelles solutions à la crise, a plu.

La mairie de Parme, ville de 200 000 habitants, est depuis 2012 dirigée par Federico Pizzaroti, membre du mouvement cinq étoiles. Et que dire du triomphe lors des législatives du week-end dernier? Le M5S est donc la troisième puissance politique du pays mais aussi le deuxième parti pour lequel on a le plus voté.

Devant le Peuple de la Liberté de Berlusconi qui a eu besoin de s'allier à la Lega Nord pour obtenir ses résultats. Il faudra observer de près le comportement des députés et sénateurs "Grillini", qui ne sont pas de vrais hommes politiques. Beppe Grillo, lui, ne siégera ni à la chambre des députés, ni au Sénat. Sa condamnation pour homicide involontaire dans les années 80 l'en empêche. De fait, il perdra peut-être un peu de son emprise mystique sur ses troupes. En tout cas, l'homme qui abhorre le monde politique en a déjà absorbé tous les codes. En témoigne sa réaction après l'annonce des résultats *« nous tiendrons toutes nos promesses »*. Si rebelle que ça " le Grillon " ?

Beppe Grillo, survolté à chacun de ses meetings

Source Wikipedia

SEXISME À SCIENCES PO
QUAND LES MÉDIAS S'EXCITENT

Depuis plusieurs semaines, l'IEP de Bordeaux est au cœur d'une affaire de sexisme. Un événement curieusement relayé par la presse française… et internationale.

Par Charlie Duplan

Bordeaux, Paris, Londres, Pékin. L'information a quasiment fait le tour du monde. Le 6 février dernier, le Daily Mail publie un article sur « l'affaire sciences Po Bordeaux » avec une photo de DSK pour illustrer son article. *« Un groupe sexiste faisait l'apologie du viol dans l'ancienne université de Dominique Strauss-Kahn »*, explique en substance le tabloïd anglais. A l'origine de la polémique, une page Facebook. Créée le 22 janvier et frappée du blason de l'école bordelaise sans l'autorisation de la direction, elle s'intitule *« Osez le masculisme »*. Une formule un peu provocatrice qui parodie le mouvement *« Osez le féminisme »* et vise une association féministe de l'école. Slogans sexistes et blagues homophobes circulent sur le réseau social pendant 4 jours, avant que la page ne soit fermée par la direction de l'IEP. L'événement est très vite repris par la nébuleuse médiatique. Des rives de la Tamise aux confins de la Chine, les blagues provocatrices sont relayées et commentées un peu partout.

Toujours en Angleterre, le Telegraph établit ce qu'il croit être une liste d'anciens élèves de l'institution bordelaise. Y figurent François Mitterrand, Jacques Chirac… et bien sûr Dominique Strauss Kahn. Sauf que, raté. DSK n'a rien à voir avec l'IEP Aquitain. Pas plus que nos anciens présidents d'ailleurs. Certes, ils sont passés par Sciences Po, mais c'est celui de Paris. Et l'établissement n'a aucun lien avec son alter ego girondin. Les anglo-saxons ne sont pas les seuls à s'intéresser à nos futures élites. Les Chinois aussi suivent l'histoire de près. Le même jour, une page Yahoo locale s'empare des frasques des étudiants en racontant les faits.

TRAINÉE DE POUDRE

En France, presque tous les médias traitent de l'affaire. A l'origine, Stephanie Lacaze, journaliste pour l'édition locale de Direct Matin, raconte la première le *« climat délétère qui plombe Sciences Po Bordeaux »*. Depuis, la pigiste se protège et préfère les interviews par mail : *« Je suis sur la réserve à cause de cette affaire, car elle m'a valu quelques petits soucis »*. Son article éveille rapidement l'intérêt d'Isabelle Castéra du journal Sud Ouest, qui décide alors de mener l'enquête. Pour elle, le sujet vaut le détour *« C'est sociétal. Ce n'est pas banal, on est au-delà de la potacherie. D'autant plus que ce message est véhiculé par des étudiants d'une institution comme l'IEP »*. La boîte de Pandore est ouverte.

Le 8 février, l'information est reprise par une dépêche de l'agence AFP de Bordeaux qui se retrouve à son tour sur les sites du Nouvel Observateur et de Libération. Le Monde, l'Express, BFM TV, Le Parisien, Le Figaro et France Info vont également relayer l'information. *« C'est vrai que l'emballement médiatique est surprenant »*, concède Isabelle Castéra. De son côté, Caroline Politi, la journaliste de l'Express qui a travaillé sur l'histoire, refuse de parler d'emballement médiatique : *« C'est un terme beaucoup trop fort »*. Même, si à ses yeux, sur le fond, *« l'affaire ne va pas au-delà d'une blague potache, elle est tout de même significative. Car c'est une école renommée qui est censée former l'élite de la population. »*

LE BUZZ DE L'ANNÉE

Pourtant, la page incriminée n'est restée en ligne que quatre jours et, en langage Facebook, seulement 70 personnes l'ont « aimée ». Pas vraiment le buzz de l'année, même si les propos étaient aussi violents qu'ouvertement provocateurs. Des votes y étaient notamment organisés, uniquement pour le plaisir de choquer le lecteur, avec des intitulés lapidaires comme *« pour ou contre le viol collectif ? »*. La direction de Sciences Po Bordeaux, en faisant rapidement fermer ce lieu de « débat » pour le moins maladroit, ne s'attendait certainement pas à une telle publicité. Pas plus que les étudiants.

Celia Cansier est la capitaine de l'équipe féminine de rugby de l'IEP, les Mi-Putes Mi-Soumises. Le nom de son équipe a été repris dans la plupart des articles comme étant une preuve du sexisme ambiant. *« J'ai été très choquée par les tissus de conneries qui ont pu être racontées. C'est des amalgames, des insultes, des atteintes à la vie privée des gens. »* Et même si elle ne cautionne pas la création de cette page, elle reste sceptique quant à la réalité du sexisme à Sciences Po Bordeaux. *« Ici, c'est une maison où on est maternés, il ne se passe jamais rien. »*

PÉTARD MOUILLÉ

Jean Petaux, responsable de la communication de l'établissement, y voit là *« du bashing anti Sciences-po »*, avant d'estimer que la couverture qu'en ont faite les médias est *« complètement délirante »*. Les étudiants de l'IEP, si l'on en croit la presse, sont tous voués à occuper des postes de responsabilité. A un petit détail près: ces jeunes gens ne sont pas encore les élites que l'on imagine et ne sont pas forcément des exemples de maturité. Des étudiants comme les autres en somme. Le 25 février, huit d'entre eux, qui ont publié des propos particulièrement virulents sur la page Facebook, sont passés en conseil de discipline. Le verdict, très attendu, devrait tomber dans la semaine.

AFFAIRE BOULIN : CES JOURNALISTES QUI Y CROIENT

33 ans après, les circonstances de la mort de Robert Boulin restent mystérieuses. La thèse du suicide retenue par la justice en 1992 a laissé derrière elle un doute persistant. Pour un certain nombre de journalistes, le ministre du Travail de Valéry Giscard d'Estaing aurait bien été assassiné ce jour d'automne 1979.

Par Yoann Boffo & Cyril Champ

Le mardi 30 octobre 1979, à 8h40 du matin, une brigade de gendarmerie retrouve le corps de Robert Boulin plongé dans un étang de la forêt de Rambouillet. De l'autopsie bâclée à la disparition de pièces essentielles au dossier, les aberrations de l'enquête excitent la curiosité de plusieurs journalistes. Parmi eux, James Sarrazin du journal *Le Monde*, Serge Garde de *l'Humanité*, Jacques Collet de *TF1*, ou encore Francis Christophe de l'*AFP*. Ce dernier se souvient : *« Je me suis intéressé à l'affaire à la suite d'un concours de circonstances. J'ai rencontré un parent du maire de la commune où Boulin a été retrouvé. Il m'a dit :* « Les journalistes dans ce pays ne connaissent pas leur métier. On l'a obligé à ouvrir sa mairie en pleine nuit pour qu'un officier de police vienne modifier les pièces d'état civil au sujet du décès du ministre.» *L'heure de la mort était complètement artificielle. J'étais entré dans l'affaire. »* L'enquête de Christophe aboutit à l'audition et à la mise sur écoute judiciaire du maire par le juge d'instruction du Tribunal de Versailles.

UNE RÉACTION EN CHAÎNE

Les nombreuses recherches engagées par Francis Christophe trouvent un prolongement décisif. En 1999, le journaliste de *Canal+* Michel Despratx, qui travaille pour l'émission *90 minutes*, tombe sur l'un de ses papiers dans la revue *Golias*. L'impulsion nécessaire : *«Ça m'avait rappelé un souvenir d'enfance, la mort de Boulin à la télévision. Un ministre mort dans 60 cm d'eau, à l'époque tout le monde était à deux doigts d'en sourire. »* L'enquête coréalisée avec Bernard Nicolas est baptisée *Le suicide était un crime*. Diffusé en janvier 2002, elle permet d'interrompre in extremis la prescription de l'affaire par l'audition de nouveaux témoins dont Michel Despratx : *« On a travaillé pas loin d'un an. Il y avait beaucoup de pistes à évacuer, de portes à ouvrir, de gens à convaincre de parler. Ils avaient encore peur 20 ans après. Une atmosphère de crainte. »*

Puis c'est Benoît Collombat, grand reporter à *France Inter*, qui s'y consacre à son tour suite au visionnage du documentaire : *« J'avais été très frappé par le traitement choisi pour le film. J'ai voulu faire une contre-enquête sur la contre-enquête en reprenant tous les éléments du dossier. J'ai commencé à faire mon travail, à reprendre les pièces judiciaires, à rencontrer les différents témoins. »* Rapidement, le format radiophonique devient trop étriqué pour poursuivre. *« L'idée est née de faire un livre. Cela a abouti à un ouvrage de 500 pages en 2007. J'ai continué depuis à publier des droits de suite. »*

UN DOSSIER SOUS PRESSION

Le dossier reste épineux. Michel Despratx relate d'obscures tentatives d'intimidations : *« J'ai reçu un message qui m'est venu des Etats-Unis par un confrère qui était en relation avec des mercenaires français, des tueurs à gage. Il disait que nous étions en train de franchir la ligne jaune, et que les grands-pères qui s'étaient occupés de Boulin étaient encore en forme. (…) Cela a décuplé notre énergie »*. James Sarazin, du *Monde*, fut également menacé physiquement dans les années 80.

S'apparentant désormais à un véritable réseau, ce groupe élargi appuie ses investigations sur la volonté de la famille Boulin de démonter la version officielle. Un contexte qui rebat les cartes de la course traditionnelle au scoop. Selon Benoît Collombat, le traitement de l'affaire serait avant tout l'œuvre d'acteurs résolus : *« J'ai l'impresswion qu'il y a une vue commune, pas vraiment de concurrence. (…) Mais à chaque fois, cela a été des personnalités isolées, y compris dans leurs propres médias, qui ont essayé de faire avancer les choses. »* Francis Christophe ajoute : *« J'ai toujours considéré qu'une affaire de cette ampleur nécessitait un travail d'équipe le plus développé possible »* Un communauté d'intérêt particulière dans l'univers des médias. Aujourd'hui, la famille Boulin tente encore de faire rouvrir l'enquête en s'appuyant essentiellement sur le travail de ces journalistes.

RAPPEL DES FAITS

Octobre 1979 : Le corps de Robert Boulin est découvert dans un étang de la forêt de Rambouillet. La police conclut à un suicide par noyade.

1983 : Colette Boulin dépose plainte contre X pour homicide volontaire après avoir constaté des irrégularités dans l'enquête policière.

1984 : Bertrand Boulin déclare avoir vu des dossiers appartenant à son père, avant sa mort, concernant Elf, Dassault, la sécurité sociale et l'Arabie-Saoudite. Ils ne seront jamais retrouvés.

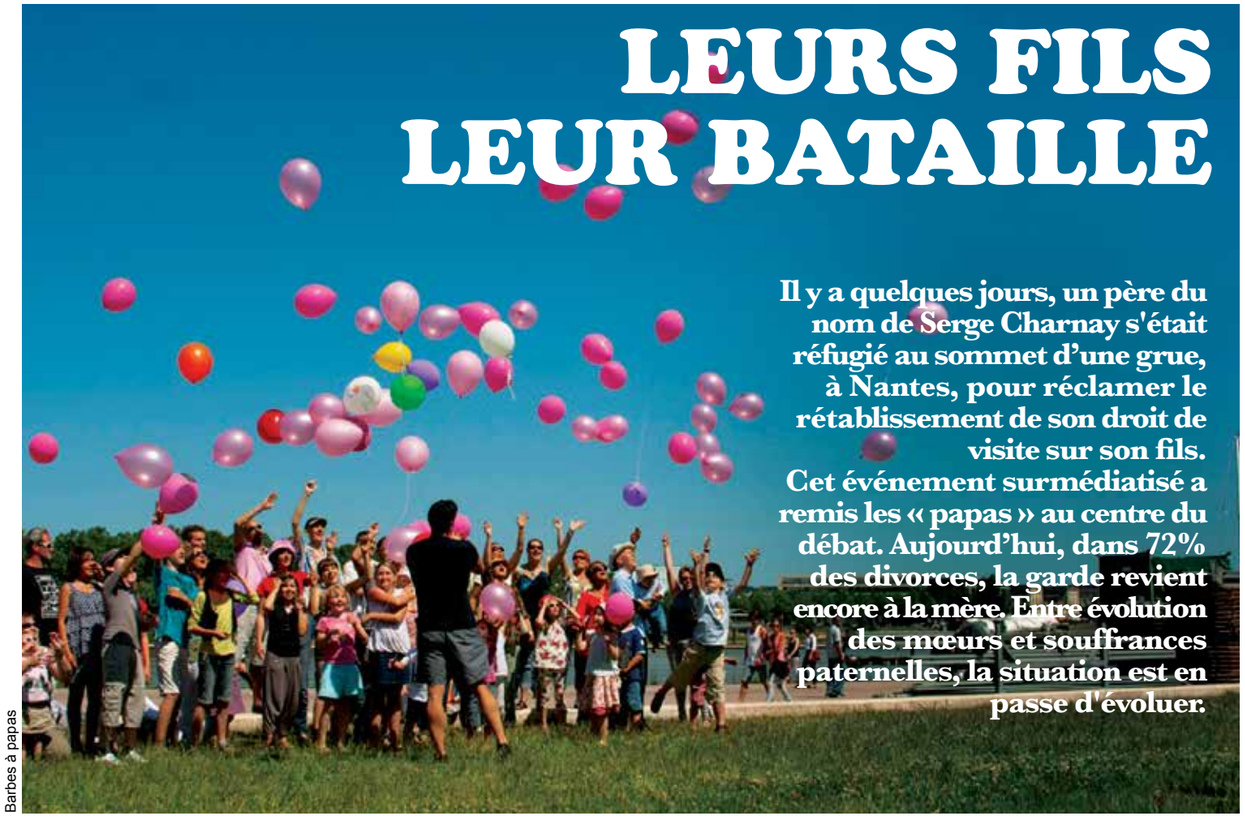
Décembre 1992 : La cour de cassation confirme le non-lieu.

27-28 janvier 2013 : France 3 diffuse un documentaire privilégiant la thèse du suicide, puis le lendemain une fiction soutenant celle de l'assassinat.

L'étang rompu, le 30 octobre 1979 au matin.

D.R

LEURS FILS LEUR BATAILLE



Barbes à papas

Il y a quelques jours, un père du nom de Serge Charnay s'était réfugié au sommet d'une grue, à Nantes, pour réclamer le rétablissement de son droit de visite sur son fils. Cet événement surmédiatisé a remis les « papas » au centre du débat. Aujourd'hui, dans 72% des divorces, la garde revient encore à la mère. Entre évolution des mœurs et souffrances paternelles, la situation est en passe d'évoluer.

Par Florence Giroux & Christina Chiron

C'en est presque devenu traditionnel : une garde accordée à la mère et la visite du père un week-end sur deux, voilà le quotidien des foyers séparés. Une situation vécue par Thierry Rouaud, cofondateur de l'association bordelaise *« Barbes à papas »* qui vient en aide aux parents divorcés. Si depuis 2002 la résidence alternée est prévue par la loi, seules 20 % des séparations aboutissent à ce jugement. Thierry n'a pas eu la chance d'obtenir ce mode de garde. Après 23 ans de mariage, ce père de famille de 45 ans divorce. Sans emploi, il accepte d'être séparé de ses deux enfants le temps de se refaire une santé financière. Durant cette période, il rencontre une autre femme. De cette seconde union naissent des jumeaux. Mais au moment de réclamer la résidence alternée à sa première femme, sa demande est refusée.

Le temps passe, Thierry se sépare de sa seconde conjointe. Il recourt à la médiation familiale pour obtenir une garde alternée, *« mais vu l'âge des enfants, l'avocat m'a dit que je n'avais aucune chance, que ça ne servait à rien »*. L'envisager pour des enfants en bas âge reste encore difficile. *« Psychologiquement, un nourrisson a besoin du sein maternel. Sous-entendu, c'est sa mère qu'il lui faut, pas son père. Et la résidence alternée est un mode de vie réservé aux riches. Il faut être dans l'aisance financière, avoir tout en double, bien s'entendre pour pouvoir y prétendre. Il faut que les enfants ne se sentent pas constamment en déménagement. C'est un luxe »*, explique Me Jean-François Bodet, avocat bordelais spécialiste des affaires familiales.

Des conditions remplies par Thierry. Et pourtant : *« On vit à 2km l'un de l'autre et les enfants pouvaient continuer à aller dans la même école. J'ai donc redemandé la résidence alternée, mais j'ai été débouté »*. Une injustice ressentie par nombre de pères et qui provoque un certain découragement face à des jugements plus favorables aux mères.

VERS PLUS DE PARITÉ ?

« Même moi, au début, je pensais que mes enfants seraient mieux chez leur mère», rapporte Thierry Rouaud. Une vision intériorisée à tel point que beaucoup d'hommes n'osent pas revendiquer la garde de leurs gamins. Comme le rapporte Maître Bodet, *« soit ils n'osent pas, soit ils acceptent ce sort qui est celui de l'homme dans la séparation »*. Si ce cliché et certaines valeurs traditionnelles persistent, les choses évoluent : *« Ça fait 25 ans que j'exerce, et je vois des pères qui sont plus revendicatifs et obtiennent une décision en leur faveur. Les mères sont les premières à reconnaître qu'ils sont peut-être des mauvais maris, mais qu'ils sont de bons papas ! »*. Et d'ajouter : *« Quand il y aura deux pères et deux mères, ce que la nouvelle loi rend possible, on ne se posera pas la question ! Les vieux clichés sont en train de changer »*. Pour autant, pas facile de sortir des carcans de la société traditionnelle. Les pères, plus maternant qu'autrefois, doivent toujours davantage « prouver » au juge leur détermination à s'occuper de leur enfant.

Cela dit, les jugements, traités au cas par cas, accordent, selon l'avocat, de plus en plus la garde des enfants aux pères. La raison ? Ils s'occupent davantage de leur progéniture dans le couple et vivent le divorce plus sereinement. Quoi qu'il en soit, les premières victimes des arbitrages ne sont pas les adultes. *« Quand vous vivez loin de vos enfants, vous avez de moins en moins de liens avec eux. On est donc vite amené à décrocher et on est de moins en moins impliqué »*, explique Thierry Rouaud. Depuis trois ans, son fils, aujourd'hui âgé de 17 ans, est venu vivre avec lui. Quant à ses autres filles, il a pour le moment cessé toutes procédures pour les avoir auprès de lui. *« J'ai déjà dépensé des sommes astronomiques et ça aurait aggravé nos relations avec mon ex-femme. A quand l'octroi de la résidence alternée par défaut ? »* s'interroge-t-il. Et il n'est pas le seul. ☜

Barbes à papas

En 2011, selon une étude de l'Union des familles en Europe, 40% des enfants interrogés n'ont pas maintenu de liens réguliers avec le parent qui n'avait pas la garde (le plus souvent le père).

CINÉMA MON POGNON

DR Mauh Revel

SOMMAIRE

10 • BORDEAUX : EXTÉRIEUR JOUR
11 • UTOPIA : L'INDÉPENDANCE COÛTE QUE COÛTE
12 • DJANGO UNCHAINED, LA RECETTE DU SUCCÈS
14 • VIE ET MORT D'UN FESTIVAL
16 • LES CÉSAR EN CHIFFRES

Février vient de s'achever, et avec lui un mois de cérémonies de cinéma. Mais derrière le glamour et les paillettes se cache une véritable industrie. Dans le 7ème Art, à Bordeaux comme ailleurs, l'argent constitue le nerf de la guerre. Nous nous sommes intéressés à cet aspect économique, celui qui régit tout, bien loin des salles obscures...

BORDEAUX EXTÉRIEUR JOUR

La place Saint-Pierre est un décor très prisé par les réalisateurs.

D.R

Les tournages de fiction font florès à Bordeaux depuis deux ans. Soutenus par la ville et la Région Aquitaine, ils constituent un véritable enjeu de développement économique.

Par Ambroise Ducher

Projecteurs géants, caméras, caravanes-loges… Aujourd'hui, il n'est plus rare de tomber nez à nez avec une équipe de tournage au coin d'une rue, car Bordeaux intéresse de plus en plus l'industrie du cinéma. En 2011, la place Pey-Berland et la faculté Victor-Segalen avaient notamment servi de décor au long-métrage posthume de Claude Miller, *« Thérèse Desqueyroux »*, sorti en novembre dernier sur les écrans. Mais le septième art n'a pas le monopole des tournages. Nombreuses sont les séries télévisées comme *« Section de recherches »* sur *TF1* ou *« Le sang de la vigne »* diffusée sur *France 3* à choisir la capitale girondine comme toile de fond. *« Le nombre de tournages est en constante progression »*, explique Dominique Ducassou, adjoint à la culture à la mairie de Bordeaux. *« L'année dernière, la ville a accueilli 74 tournages, tous films de fiction confondus, contre 55 en 2010. »*.

UNE ENVELOPPE DE 2,7 M€

« Bordeaux dispose d'une lumière qui est indéniablement recherchée par tous les réalisateurs. La ville est aussi très appréciée pour la richesse de son patrimoine », ajoute Dominique Ducassou. Phénomène nouveau, les productions étrangères financées par la Chine, le Japon ou les Etats-Unis sont de plus en plus nombreuses à succomber aux charmes des rues pavées bordelaises. L'année dernière la superproduction *« Hansel & Gretel : Witch Hunters »*, en salle le 6 mars prochain, a pris possession de la rue Saint-James dans le quartier Saint-Pierre D'un budget de 60 millions de dollars, cette libre adaptation du conte des frères Grimm a mobilisé 200 figurants en costume d'époque. Un engouement qui assure une promotion d'envergure internationale à la ville. En retour, la mairie s'engage à fournir une aide logistique et humaine aux équipes, en mettant à leur disposition des locaux pour le stockage de matériel ou en mobilisant la police municipale pour faciliter la circulation dans les espaces publics. Mais le véritable soutien est avant tout financier. En 2012, la Région Aquitaine a investi 2 708 000 euros en faveur du cinéma et de l'audiovisuel. Une aide à la création et à la production qui demeure sélective. En ce qui concerne le cinéma, sur 177 projets déposés, 26 ont finalement été financés en partie par les institutions bordelaises. Pour les créations audiovisuelles, seul 19 projets ont été sélectionnés parmi les 64 demandes. *« Nos critères de sélection sont d'abord artistiques. Un comité de lecture composé d'experts se réunit pour analyser la qualité des scénarios. »*, précise Yane Lahaye, responsable de l'accueil des tournages au sein de *Ecla Aquitaine*, l'agence culturelle du Conseil régional.

DES RETOMBÉES ÉCO IMPORTANTES

En plus des répercutions en termes d'image, les quelques 500 jours d'activité cumulés l'année précédente ont permis à la Région Aquitaine de bénéficier de retombées économiques conséquentes.
D'après une étude menée par le Conseil régional et l'agence *Ecla*, les équipes de tournage dépensent en moyenne 20 000 euros par jour à Bordeaux et dans les environs dans la région. Des frais engagés par les producteurs qui reposent principalement sur l'hébergement, la restauration et les transports.
Cette étude montre également que l'investissement dans la production cinématographique et audiovisuelle est rentable. 1 euro investi par la région génère entre 2 et 13 euros de dépenses locales. Ainsi, 1 euro versé par la région Aquitaine aboutit à 1,50 euros dépensé pour un court-métrage, entre 2 et 4 euros pour un long-métrage et entre 8 et 13 euros pour une série télévisée.
L'accroissement du nombre de tournages dans le sud-ouest entraîne aussi des retombées positives en termes d'emploi. Bien que très variable en fonction des tournages, l'embauche de techniciens locaux – régisseurs, accessoiristes – n'est pas négligeable. Les productions cinématographiques et télévisuelles qui viennent tourner en Aquitaine sollicitent entre 10 et 50 % de techniciens recrutés sur place.

UTOPIA : L'INDÉPENDANCE COÛTE QUE COÛTE

Les exploitants indépendants gardent le cap face à l'industrie du cinéma « classique » et ses budgets exorbitants. A Bordeaux, loin des paillettes et des millions, l'*Utopia* maintient son économie selon deux principes : le contenu avant tout et l'accessibilité pour le plus grand nombre.

Par Marine Ditta

Construit dans une ancienne église, l'*Utopia* de Bordeaux a trouvé ses fidèles. 5 salles, 300 000 entrées par an et un équilibre financier fragile mais réel. *« Ça fait 40 ans que le réseau Utopia existe en France, presque 15 ans à Bordeaux, cela prouve que notre projet possède une certaine pertinence et une viabilité économique »* explique Patrick Troudet, le directeur du cinéma.
A l'origine, l'*Utopia* a pu être construit grâce aux recettes d'un réseau de salles déjà existant. Une exception française qui permet aux cinémas de récupérer une partie des taxes prélevées sur les entrées afin de les réinvestir dans le développement de leur groupe. Aujourd'hui, loin des grands exploitants tels que *Gaumont* ou *UGC*, l'*Utopia* programme essentiellement des films et documentaires de petits producteurs. Pour cela, il est agréé *« Art et essai »*, un label qui lui permet d'obtenir une subvention annuelle de la part du Centre National de la Cinématographie.

UNE MODERNITÉ ONÉREUSE

Mais à l'heure du passage au tout numérique, difficile pour les salles modestes de s'équiper en nouveau matériel de projection. À l'*Utopia*, le budget de conversion s'élevait à 400 000 euros. Le Conseil Régional d'Aquitaine en a subventionné 45 000. *« Certaines salles sont davantage aidées par les collectivités territoriales, mais nous avons choisi de ne pas solliciter de subventions locales afin de garder une totale indépendance de programmation et de parole »*, précise Patrick Troudet. Un choix assumé, qui va contraindre le cinéma à augmenter légèrement le prix de ses places, actuellement compris entre 3,50 € et 6 €.
L'argent aurait pu être trouvé ailleurs, dans le système VPF (entraide à l'investissement numérique), par exemple. Pour chaque film diffusé en numérique, le distributeur doit verser au cinéma une somme fixée par ce dernier. Mais là encore, pas question de déroger à l'éthique. Car si certains grands cinémas pratiquent des tarifs élevés (700 à 750€ par film), l'*Utopia* a choisi de s'aligner sur le tarif recommandé par les distributeurs indépendants, soit 450 €. Le modèle est peu rentable mais permet la diffusion de films à petit budget.
En contrepartie, ni bandes-annonces payantes, ni licenciement d'une partie des salariés comme il a pu être pratiqué dans certains grands groupes. Tant que l'équilibre minimum est maintenu, le modèle indépendant perdurera. *« C'est vrai que ce n'est pas évident. Mais on ne va sûrement pas rentrer dans une compétition. On conservera notre idée de base : ce qui compte c'est l'intérêt du film et son accessibilité »*, affirme le directeur de l'*Utopia*. Sa vision alternative du cinéma a été récompensée par le prix de « Meilleur exploitant » lors des Trophées du Film français le 5 février dernier.

D.R

IMPRIMATUR N° 679 1ER MARS 2013

DJANGO UNCHAINED
LA RECETTE DU SUCCÈS

A part ce grincheux de Spike Lee, qui n'a pas aimé le dernier Tarantino ? Succès international, le film semble faire l'unanimité et continue de caracoler en tête du box-office français un mois et demi après sa sortie. On vous livre la recette du succès.

Par Christina Chiron & Léa Gasquet

Avec un profit de 370 millions de dollars et déjà 3,5 millions d'entrées en France, *Django Unchained* fait des heureux dans l'industrie du cinéma. La recette d'un tel succès ? Des genres mineurs remis au goût du jour et une pointe de génie. Régis Dubois, historien spécialiste du cinéma noir américain, interroge le talent du maître dans un article baptisé *« Tarantino est-il un imposteur ? »* Il accuse, un rien provoc' : *« Tarantino n'a rien inventé, il ne fait que recycler ».* Un copieur, le réalisateur ? Oui, sans conteste. Et il ne s'en cache pas. Ses références sont toujours très explicites, à l'instar de *Django Unchained* qui renvoie sans détours à deux genres populaires dénigrés par la critique. En plaçant son histoire dans le sud esclavagiste, Tarantino rend hommage au western spaghetti. Sa source d'inspiration: *Django* (1966), un film de Sergio Corbucci, référence du cinéma bis italien. Mais le réalisateur n'en oublie pas pour autant les années 70. Avec son héros noir, *Django Unchained* dépoussière un genre oublié, la blaxploitation.

Soyons logiques. Pour faire un film qui marche, pourquoi ne pas réutiliser des recettes qui ont déjà fait leurs preuves ? Rapide retour en arrière pour mieux comprendre les ficelles de ces « navets » qui ont fait un carton à leur époque.

Avant d'être la « *Jackie Brown* » de Tarantino, Pam Grier, incarne « *Coffy* » en 1973.

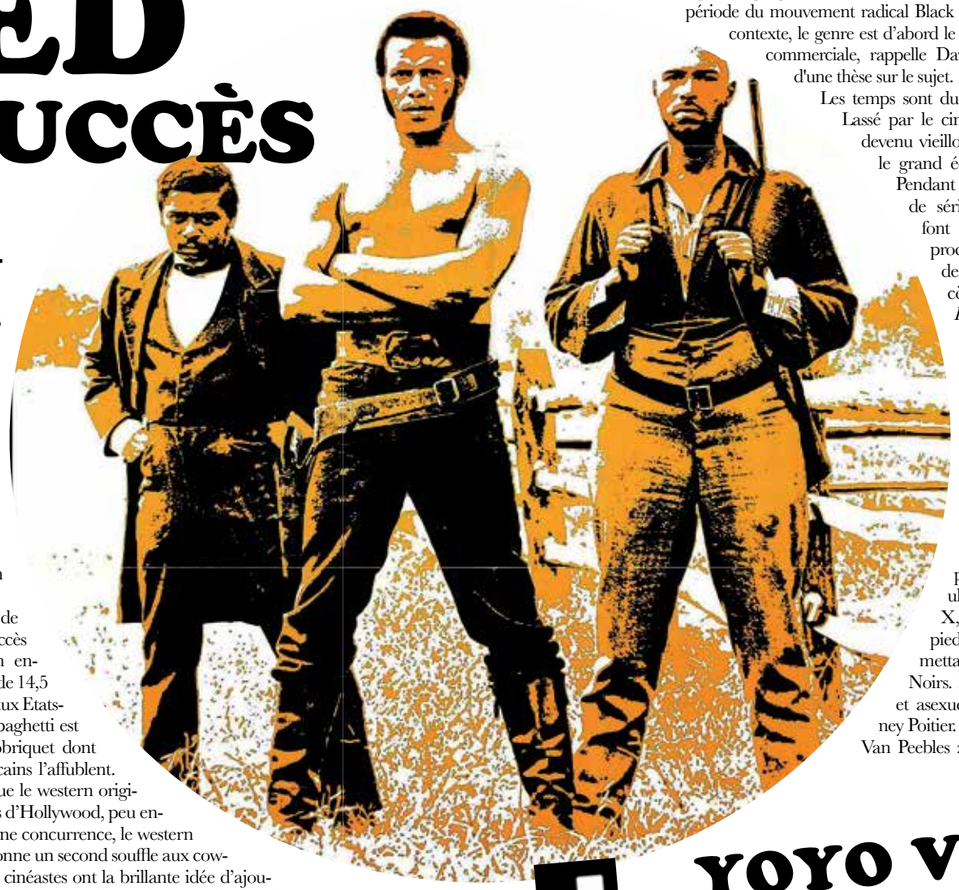
LONESOME COW-BOY SAUCE BOLOGNAISE

Alors que les Américains boudent les westerns, un genre jugé désuet, un petit génie du nom de Sergio Léone réalise *Pour une poignée de dollars* en Italie, en 1964. Un modeste budget de 200 000 $ et un succès immédiat : le film engrange une recette de 14,5 millions de dollars aux Etats-Unis. Le western spaghetti est né, du nom du sobriquet dont les critiques américains l'affublent. Moins « noble » que le western originel selon les critères d'Hollywood, peu enclin à voir arriver une concurrence, le western sauce italienne redonne un second souffle aux cow-boys. Pour cela, les cinéastes ont la brillante idée d'ajouter au western américain trop « lisse » des ingrédients qui attirent le public. Du sexe, de la violence et surtout des héros plus humains. Personnages immoraux, lubrique et crasseux, ils s'appellent Ringo, Blondin ou... Django.

La musique contribue au succès de ces œuvres avec des bandes originales signées par Ennio Morricone. Guitare, harpe et trompettes, entrecoupées claquements de fouets et sifflements. Qui ne se souvient pas de la musique de *Le bon, la brute et le truand ?* En 1966, la major américaine *United Artist* flaire le filon et distribue le film aux Etats-Unis. Les producteurs empochent six fois leur mise de départ ! Le western spaghetti est à son apogée et marque définitivement l'histoire du cinéma avec le cultissime *Il était une fois dans l'Ouest* en 1968. Le genre sort du circuit des séries B, plébiscité à la fois par le public et les critiques. On parle désormais de chef-d'œuvre.

Les « westerns crépusculaires » sombres et mélancoliques de la deuxième moitié des seventies signent la fin du genre. La figure du anti-héros solitaire atteint son paroxysme et s'éloigne dans le coucher de soleil sur un fond de « poor lonesome cow-boy ». Clap de fin.

Ironie du sort, Franco Nero, le *Django* du film de Sergio Corbucci, joue dans l'un de ces derniers westerns, *Kéoma* (1976). Peu avare des clins d'œil, Quentin Tarantino lui offre une apparition dans son dernier film sous les traits d'un négrier amateur de combats d'esclaves. En musique aussi, les références sont légion. Tarantino reprend tout simplement la bande originale du *Django* de Corbucci dans *Django Unchained.* La boucle est bouclée.



Fred Williamson en cow-boy dans « *The Legend of Nigger Charley* » (1972)

BLACK IS BAADASSSSS

Le deuxième ingrédient du succès de *Django Unchained* est sans conteste la blaxploitation. Un genre au succès aussi fulgurant qu'éphémère, né dans les années 1970, en pleine période du mouvement radical Black Power. En dépit du contexte, le genre est d'abord le fruit d'une stratégie commerciale, rappelle David Portola, auteur d'une thèse sur le sujet.

Les temps sont durs pour les majors. Lassé par le cinéma hollywoodien devenu vieillot, le public délaisse le grand écran pour le petit. Pendant ce temps, des films de série B contestataires font salle pleine. Les producteurs décident de s'inspirer du succès du road movie *Easy Rider* en 1969. Ils fabriquent un genre déclinable à l'infini, des films à petit budget et aux sujets racoleurs et putassiers : le cinéma d'exploitation.

En 1971, *Sweet Sweetback's Baadassssss Song*, indépendant, engagé, ultra-violent et classé X, prend le contrepied des réalisations mettant en scène les Noirs. Exit le Noir sympa et asexué incarné par Sydney Poitier. Le héros de Melvin Van Peebles zigouille des blancs et baise à tour de bras. Avec un budget microscopique de 100 000 $, le film rapportera 10 millions. Les majors bavent d'envie et comprennent vite l'intérêt de séduire le public Noir. Ainsi prend forme la blaxploitation, contraction de « black » et « exploitation ».

Le pari est réussi avec Shaft, un film policier Noir produit par la *Metro-Goldwin-Mayer*. Une réussite commerciale qui sauve la major de la faillite ! Les studios hollywoodiens exploitent le filon avec plus de 400 productions et flirtent toujours plus avec la vulgarité. Le paroxysme du mauvais goût est atteint avec *Black Gestapo*, en 1975. Le film met en scène des nazis Noirs.

Jessie Jackson, le successeur de Martin Luther King, crée la *Coalition Against Blaxploitation* et les Black Panthers critiquent un cinéma commercial et cliché. Enterré par l'apparition du phénomène blockbuster avec *Les dents de la mer* en 1975, le genre finit par tomber aux oubliettes. Jusqu'à un certain Quentin Tarantino...

Avec pour héros un esclave noir, le cinéaste reprend le principal code du genre. Django-Jamie Foxx rappelle étrangement le cow-boy noir incarné par Fred Williamson dans *The Legend of Nigger Charley* qui fut le plus gros succès de la Paramount en 1972. Le metteur en scène n'en est pas à son coup d'essai. En 1997, dans *Jackie Brown*, Tarantino se payait le luxe de faire jouer Pam Grier, l'héroïne de *Foxy Brown*, un thriller emblématique de la blaxploitation. Un rêve de gosse ?

TARANTINO, LE POST-MODERNE

Tarantino exploite des genres mineurs, créés par l'industrie du cinéma pour remplir les salles à moindre coût et donc méprisés par les critiques « bourgeois ». Mais il serait absurde de reprocher à ce passionné des vues mercantiles. Tarantino réussit à sublimer les navets et les fonds de tiroir d'Hollywood. Avec un budget de plus de 100 millions de dollars pour Django, il dispose certes de moyens importants. Mais l'argent ne serait rien sans le talent. Tarantino est génial car son art tient autant du cinéma d'auteur que du cinéma populaire. Il réalise des films truffés de références très personnelles et pourtant très accessibles. Des films jouissifs et explosifs. Pour Régis Dubois, Tarantino réussit le grand écart entre Godard et les séries B : *« des Cahiers du cinéma au multiplex du coin, tout le monde aime Pulp Fiction ».*

YOYO VIDÉO
FAIT DE LA RÉSISTANCE

À Bordeaux, le temple du nanar ne connaît pas la crise.

Par Léa Gasquet

Pour Jean-Luc, tout roule. Il les a presque tous enterrés, les vidéoclubs de la ville. Victimes, les uns après les autres, d'Internet et du téléchargement pirate. Déjà, lorsque *Canal +* pointait son nez en 1984, ils frémissaient. Pourtant, la même année, Jean-Luc ouvrait sa boutique aux Chartons. Et l'an prochain, *Yoyo Vidéo* fêtera ses 30 ans !

Ce *« collectionneur fou »*, comme il aime se définir, estime que cela n'a rien d'un miracle. Il a su fidéliser ses clients, les embarquer dans son univers à lui, qu'il appelle Yoyoland. Ici, on ne dit pas *« bonjour »* mais *« bonyour »*. Et c'est aussi valable pour Monsieur le maire !

D'après Jean-Luc, les gens décrochent de plus en plus de la télévision et préfèrent regarder des films. Lui en a 17 000 à proposer. Ce ne sont pas les derniers blockbusters qui font son beurre - *« ceux-là, les gens les téléchargent »* - mais les nanars, les classiques et les vieux machins poussiéreux. Après la sortie de *The Artist*, les clients sont venus lui demander des films de Frank Capra. Et avec les productions de Tarantino, ce sont à chaque fois de vieux films que l'on exhume. Des westerns, du kung-fu, des séries B, Z… *« Vous auriez le film qui a inspiré Django ? ».* Oui, mais lequel ?

Yoyo vidéo
4 rue Camille Claudel à Bordeaux
05 56 50 29 53

VIE ET MORT D'UN FESTIVAL

Entre Arcachon et Bordeaux, le Festival du cinéma au féminin aura affiché sept éditions au compteur. Sa réussite grandissante n'a pu empêcher une disparition brutale en 2005.

Par Cyril Champ

En 1998, le réalisateur et scénariste Philippe Galland nourrit une idée : concevoir un festival de cinéma situé à Arcachon. Très vite, le projet prospère, fédère, et les comédiens, réalisateurs et partenaires se pressent pour faire partie de l'aventure. Son nom sera le Festival de cinéma au féminin. Il se donne pour objectif de voir débarquer des grands noms du cinéma français et mondial autour de longs et courts-métrages réalisés par des femmes.

Dans la douceur de l'été indien, la station balnéaire prend des allures de mini-croisette. Au fil des années, Macha Méril, Zabou Breitman ou encore Marisa Berenson vont se succéder à la présidence du jury. Le montage financier s'appuie sur les fonds personnels de Philippe Galland qui gère alors le Palais des Congrès de la ville, avec la volonté d'innover et de trouver sa place dans la constellation d'événements organisés autour du 7e art : *« Il y a près de 360 festivals de cinéma en France chaque année, ma volonté était de ne ressembler à aucun autre »*, résume-t-il aujourd'hui. De nombreux sponsors soutiennent l'événement, attirés par le cadre et le thème du festival, résolument vendeurs.

Sonja Wiemann, programmatrice, se souvient : *« Nous avions de grandes ambitions. Nous visions les films produits ou réalisés par des femmes mais pas forcément les actrices, qui étaient une cible trop évidente. Nous voulions éviter tout côté militant. »* La salle du Palais des Congrès se révèle rapidement trop étroite pour permettre à l'ascension de se poursuivre. Bordeaux et ses ambitions touristiques nouvelles, au détour des années 2000, seront sa nouvelle terre d'accueil. *« Nous étions devenus trop grands pour Arcachon. Il n'y avait pas, à l'époque, de grands complexes comme aujourd'hui »*, ajoute Philippe Galland.

BORDEAUX, SUITE ET FIN

Un festival de cinéma apparait souvent comme une vitrine valorisante pour une municipalité. Cannes, Berlin, Venise, les villes hôtes des plus grands festivals de cinéma du monde, sont des marques auxquelles Bordeaux veut se joindre à travers le reflet valorisant de la célébration d'œuvres filmiques. La volonté de l'équipe d'Alain Juppé de disposer d'un événement culturel majeur, pour attirer les projecteurs sur la capitale girondine en mutation, sera le coup de pouce salutaire. Le succès croît.

Les soucis apparaîtront, eux, au terme de l'édition de 2005. Condamné dans l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris, Alain Juppé s'exile pour un an au Canada. Philippe Galland perd son principal interlocuteur. Premier adjoint, Hugues Martin assure la transition de la mairie, mais pas celle du festival. La ville ne renouvelle pas le contrat triennal qui le liait à l'équipe depuis 2002. Il est indiqué aux permanents qu'ils devront désormais faire sans les subventions habituelles. L'adjoint à la culture, Dominique Ducassou : *« La programmation était de très bonne qualité mais les collectivités n'y étaient pas. Pas plus que le CNC (Centre national de la cinématographie) ou l'Europe. » « On est passé sous les fourches caudines des politiques, alors que le festival avait connu un énorme succès lors de sa dernière édition »*, précise Philippe Galland. L'équipe compte à ce moment-là 250 bénévoles, et 25 000 spectateurs ont garni les sièges du *Fémina*, de l'*UGC* et du *Mégarama* en cette ultime édition.

LE PARENT PAUVRE DE LA CULTURE BORDELAISE

Si Biarritz accueille le Festival international du programme audiovisuel (FIPA) depuis 1987, l'Aquitaine ne compte pas de véritables événements d'envergure autour du cinéma. A Bordeaux, les sites d'art-et-essai se sont même raréfiés, au point que, depuis la fermeture du *Jean-Vigo* en 2010 (une salle du quartier des Grands-Hommes), le cinéma *Utopia* porte seul l'étendard des exploitants indépendants. Le cinéma de la place Camille-Jullian avait même critiqué le festival de Philippe Galland pour sa *« concurrence déloyale »* dans un contexte conflictuel avec la municipalité qui perdure encore aujourd'hui. Des priorités nouvelles sont engagées désormais par Bordeaux. Celles-ci se tournent plutôt vers l'art contemporain avec, en point d'orgue, la tonitruante biennale *« Evento »* de l'automne.

Ci-dessous : le délégué général Philippe Galland en compagnie de l'actrice italienne Claudia Cardinale en 2003

Le Festival du Film Indépendant, organisé à Bordeaux l'an dernier, a permis à la ville de renouer avec le cinéma. Retour, avec une de ses organisatrices, sur la première édition de cet événement, déjà considéré comme le « Sundance » français.

Par Cyrielle Bedu

Mardi 2 octobre 2012, quartier Sainte-Croix. Le Théâtre National de Bordeaux Aquitaine affiche complet pour la cérémonie d'ouverture du premier Festival International du Film Indépendant. Aux premiers rangs de la salle, l'actrice Nathalie Baye et le réalisateur Olivier Assayas sont venus spécialement pour l'occasion. La première est présidente du jury, le second, parrain du festival. À leurs côtés, l'invité d'honneur est le cinéaste américain Jonathan Caouette, réalisateur de *Tarnation* (2003) et du documentaire *Walk Away Renée* (2011). Au menu du festival : cinq jours de projection, huit films en compétition, des rétrospectives, des séances spéciales dans plusieurs lieux culturels bordelais et une cérémonie de clôture parrainée par Costa-Gavras. Pour sa première édition, le « FIFIB » a fait belle impression dans le milieu du cinéma français.

À l'origine du projet, Pauline Reiffers et Johanna Caraire, amies et cinéphiles, étaient désireuses de voir un festival de cinéma renaître dans leur ville. Tout commence en mars 2011 avec la création de leur association *Semer le doute*, mise en place pour monter le « FIFIB ». Pauline était en charge du volet financier. Rencontre.

Quel a été la première difficulté que vous avez rencontrée ?

On a dû faire le choix d'une thématique large (le cinéma indépendant), qui existait peu en France dans le cadre de festivals. On a également opté pour une ligne éditoriale qui est celle des premiers et seconds longs métrages. Le but était d'avoir une compétition qui permette de dénicher de nouveaux talents et d'aider les jeunes cinéastes à trouver des distributeurs pour leurs films.

Pensez-vous que les festivals de cinéma réussissent toujours à dénicher des pépites ?

Cela dépend de l'objectif des organisateurs. Il y a des films qui ne sortent jamais du circuit des festivals et que l'on ne voit pas en salles. Certains festivals ne se spécialisent que dans la projection de films diffusés en avant-première, d'autres ont un aspect plus *people*... À Cannes par exemple, c'est l'aspect professionnel qui prime. C'est un grand marché qui abrite le business du cinéma international et le festival n'est pas ouvert au public.

Est-ce que votre objectif de dénicher des talents dès la première édition du festival a fonctionné ?

Non, parce que c'est quelque chose qui met du temps à se mettre en place. Pour commencer, on a organisé trois jours de rencontres avec des professionnels de la région, pour qu'ils parlent des films autour d'eux et que, plus tard, ça intéresse les gens au niveau national et international.

Est-ce difficile de trouver les films que l'on va projeter dans un festival ?

Oui, parce que c'était notre première édition et que nous avons dû aller à la pêche aux films. Le Festival de Cannes a moins ce problème que nous car il fait un grand appel à films. Comme tout le monde rêve d'avoir son film là-bas, ils ont le choix.

Comment s'est passée votre pêche aux films ?

Nos programmateurs sont allés dans différents festivals européens et ont fait une sélection en fonction de ce qu'ils y ont vu. Quand le film n'était pas distribué, on a discuté directement avec le cinéaste, qui nous cédait généralement facilement une copie de son premier ou de son second long-métrage.

Quand le film était distribué, tout résidait dans la négociation avec le distributeur. Une copie de film coûte cher, entre 500 et 1000 euros. Quarante films ont été projetés pendant le « FIFIB », une part importante de notre budget a donc été consacrée à ces achats.

Ensuite, il a fallu compter les frais de transport et de gestion des copies et enfin, le travail de sous-titrage, qui coûte entre 8000 et 10 000 euros par copie.

Comment avez-vous financé tout cela ?

Avec des partenariats et des subventions. La recherche de partenaires a été compliquée parce qu'il s'agissait, je le répète, d'une première édition. Nous devions avoir l'accord des collectivités locales avant de pouvoir démarcher les partenaires privés. La recherche de partenaires s'est donc faite jusqu'au dernier moment : le budget a été bouclé fin septembre, quelques jours seulement avant le lancement du « FIFIB »...

Le bilan du premier « FIFIB »a, semble-t-il, été positif, est-ce que vous êtes optimiste pour les prochaines éditions ?

Le plus dur a été fait car le festival est désormais inscrit dans la tête des gens. Beaucoup de partenariats seront renouvelés l'année prochaine. Nous sommes ravies de cette première expérience. Nous avons fait de belles rencontres et nous connaissons encore de vrais moments de joie, comme récemment quand *Rengaine*, qui a reçu la Lune d'Or au « FIFIB », a remporté le César du meilleur premier film.

La prochaine édition du "FIFIB" aura lieu du 9 au 15 octobre 2013.

LA NUIT DES CÉSAR
EN QUELQUES CHIFFRES

Les César, c'est la soirée la plus attendue par le cinéma français. Pour son glamour, ses joies, ses déceptions. Pour ses polémiques aussi. La 38ème édition n'a pas dérogé à la règle. Quelques semaines après la publication d'une tribune au vitriol sur le salaire des acteurs français, et alors que l'ombre russe de Gérard Depardieu planait sur le Théâtre du Châtelet, acteurs, réalisateurs et producteurs se sont réunis pour se sourire et se remettre des prix. Diffusée sur *Canal* + en clair, la soirée a tenté une nouvelle fois de rivaliser avec la grand-messe des Oscars. Oui, mais à quel prix ?

Par Cyrielle Bedu

45 850 euros
C'est le prix de location du Théâtre du Châtelet pour la soirée. Comme chaque année, la cérémonie y a établi ses quartiers. Ce prix comprend la location de la grande salle et des différents salons, la rémunération du personnel technique, l'accueil et la sécurité.

0 euros
C'est le prix de la participation du contribuable à cette grande grande réunion du cinéma hexagonal. L'Académie des César ne bénéficie en effet d'aucune subvention publique. La cérémonie est financée grâce aux cotisations des membres de l'Académie, aux cessions de droits audiovisuels de retransmission, aux partenariats avec les marques et à la vente d'espaces publicitaires.

1300
C'est le nombre d'invités qu'a accueilli l'Académie des César pour cette soirée.

2,6 millions
C'est le nombre de téléspectateurs qui ont suivi l'édition 2013 des César, soit 12,5% de parts d'audience. Cela représente une baisse notable par rapport à 2012 : la «Nuit» avait alors battu des records d'audience avec 3,9 millions de téléspectateurs.

Une quinzaine
C'est le nombre de bouteilles de laque commandées par la marque *Dessange* pour coiffer les présentateurs et remettants de la Cérémonie. Fournisseur officiel de l'événement, la marque a mis à disposition cinq de ses meilleurs coiffeurs pour embellir les célébrités avant et pendant la soirée. Le tout en l'échange de la mention « fournisseur officiel de la Nuit des César » sur le site de l'Académie et sur ses différents supports de communication.

15 000 euros
C'est le prix qu'il fallait débourser pour côtoyer les stars du cinéma français durant la soirée. Cette offre incluait deux places pour assister à la cérémonie au Théâtre du Châtelet, deux réservations pour le dîner de Gala des César, un portrait en noir et blanc tiré par le studio Harcourt, différents transferts en limousine et une nuit dans une luxueuse chambre de l'hôtel Fouquet's.

35
C'est le nombre de voitures « Espace » mises à disposition par *Renault* pour conduire les invités aux différents lieux de la soirée.

700
C'est le nombre de couverts servis au *Fouquet's* pour le dîner de Gala d'après les César. Au menu : caille au foie gras en salade, turbot au parfum de Lalbenque et chocolat lacté suivi d'une marmelade d'orange.

« Incommunicable »
C'est l'adjectif utilisé par la maison *Dior* concernant le prix de la robe que portait Marion Cotillard pour la soirée. Cette robe « *couture façon mousse au chocolat double saveur, blanc et noir* » était accompagnée d'une parure Chopard dont le prix ne nous a pas non plus été communiqué.

500
C'est le tirage de cet *Imprimatur* et donc le nombre minimum de personnes qui se demanderont pourquoi il n'y a pas de -s au pluriel de « César ». « César » est invariable car la cérémonie et le prix décernés portent le prénom de César Baldaccini, sculpteur français, créateur en 1976 de la fameuse statuette. Ce nom est également un hommage à l'acteur Raimu, pour son interprétation du personnage de César dans la trilogie de Marcel Pagnol. Le fait que « César » ressemble à « Oscar » et qu'il contienne aussi cinq lettres a conforté les inventeurs de l'événement dans leur idée de l'utiliser.

LE RÊVE AMÉRICAIN À PRIX DISCOUNT

Oui, il est actuellement plus avantageux d'investir dans la pierre à Miami qu'à Bordeaux. Paradoxal dites-vous ? Explications.

Par Yoann Boffo

Mathieu Martin, un des deux initiateurs de la marque *Miami Project* mise en place par la société *Aquimmoneuf* ne s'y est pas trompé. *« 17 ans que je suis agent immobilier et je n'avais jamais vu ça. »* Il propose à la vente des appartements et des villas dans la capitale de la Floride. *« Nous prenons en charge toutes les démarches nécessaires aux Français jusqu'à l'acquisition d'un bien sur place »*. Et les candidats au rêve américain sont toujours plus nombreux depuis 2007. La crise des subprimes, ces emprunts hypotécaires risqués et à taux variables, est passée par là. L'envol des taux d'intérêt a mis sur la touche un grand nombre d'emprunteurs. Les saisies se sont multipliées. *« En Floride, le marché a plongé notamment en raison du grand nombre de résidences secondaires »*, explique M. Martin. L'offre de biens à la vente à Miami, lieu de villégiature prisé des Américains, en a été décuplée. *« Les prix ont chutés de plus de 50% en quelques semaines. »* D'environ 7 500 € il y a 10 ans, le mètre carré sur Miami Beach se négocie aujourd'hui aux alentours de 3 000 €. A titre de comparaison, les tarifs bordelais oscillent entre 3 500 et 4 000 € le mètre carré. Plus concrètement, comptez en moyenne 180 000 € pour un T2 avec vue sur la Garonne et 135 000 € pour une surface égale dans la langueur caribéenne. Des prix rendus possibles par la magie du taux de change. La vigueur de la monnaie européenne est largement favorable aux investisseurs français. Le change avec le dollar américain s'établit aujourd'hui à 1,30. Pour faire simple, cela correspond à 30% de réduction sur l'achat d'un bien immobilier.

QUALITÉ ET RENTABILITÉ
Outre le prix, investir à Magic City présente bien des avantages. *« La plupart des biens bénéficient d'une finition que l'on qualifierait de très haut de gamme en France »*, souligne M. Martin. Il faut aussi tenir compte de cette exubérance, de ce goût typiquement américain pour le clinquant. Beaucoup d'appartements sont construits en condominium. *« Les Américains raffolent de ces résidences qui proposent toute une variété de services. »*. Du voiturier au hammam en passant par la piscine ou la blanchisserie, le tout accessible uniquement aux résidants. Difficile de trouver aussi bien en France pour le même prix. Il s'agit-là de biens de qualité, mais surtout de biens rentables. Si l'immobilier s'est effondré, les prix du locatif, eux, n'ont pas bougé. Lovée entre bayou et mer des Caraïbes, Miami continue à faire rêver des touristes du monde entier. *« Nos clients privilégient les zones touristiques, notamment Miami Beach. Ils louent leur bien de façon saisonnière et peuvent en disposer comme résidence de vacances »*. Mais surtout, la valeur de l'immobilier devrait revenir au sommet d'ici 2 ans. Les prix sont déjà remontés de 15 à 20% en 2012. *« En quelques mois certains investisseurs ont réalisé des bénéfices de plusieurs dizaines de milliers d'euros sur la valeur de leur bien »*. À l'inverse des États-Unis, la France subit un déficit chronique de logement qui maintient les prix de l'immobilier au plus haut. L'arrivée de la ligne à grande vitesse qui mettra Paris à 2h de train de Bordeaux devrait même les faire exploser dans la capitale girondine. Le rêve américain n'est pas prés de s'arrêter.

Climat, équipements, cadre de vie et maintenant prix. Miami a tout pour attirer les investisseurs qu'ils soient en quête d'une résidence secondaire ou d'une rentabilité à long terme.

DR

LA BELLE ET LES BÊTES

Stéphanie Barthes est l'une des rares femmes taxidermistes de France. Dans son atelier de Bordeaux, elle revisite les codes de la taxidermie traditionnelle. A la frontière de « l'artistiquement correct », cette rousse pétulante est un ovni dans la profession.

Par Léa Gasquet, Florence Giroux et Charlie Duplan

Nous sommes en janvier 2010 dans une galerie d'art bordelaise. Stéphanie Barthes donne sa première performance devant une trentaine d'invités triés sur le volet : trois heures d'un show monstrueux, impressionnant, hors d'haleine. Le cadavre du cerf gît aux pieds des spectateurs. En guise de lit de mort, deux énormes blocs de glace disposés au centre de la pièce. Dépouillée de son pelage, la carcasse exhibe ses muscles rouges et luisants. Stéphanie Barthes entre en scène, une bouteille de vin rouge à la main, le visage ruisselant de larmes. Cela fait trois jours qu'elle n'a pas mangé. La jeune femme est en transe.

Elle se frotte sensuellement contre la bête inerte, l'enveloppe de sa nudité, puis plonge son bras dans les entrailles de l'animal pour se laver de son sang. D'un puissant coup de mâchoires, elle dévore la chair crue. Et vomit d'écœurement.

« Pauvre bête ! », s'exclame André Rouillon trois ans plus tard, en revoyant la vidéo de la prestation de son élève. Le vieux taxidermiste est médusé. C'est lui qui a initié Stéphanie à la naturalisation. Il lui a tout appris, jusqu'à lui revendre sa boutique lorsque l'heure de la retraite a sonné.

« Ça me choque », grommelle-t-il, une Winston greffée au coin des lèvres. Et pourtant, il est resté aux côtés de la jeune apprentie durant sa performance. C'est lui aussi qui a abattu la proie de Stéphanie.

Juste assez fort pour qu'il l'entende, elle confie en riant : *« Il a un peu flashé sur moi, on va pas le dire, mais c'est pour ça qu'il me laisse faire ».*

SACRILÈGE

Des cerfs portant des bois en néon bleu, des chimères, des rats ailés, les créations de Stéphanie dérogent aux règles de la profession. Mais le vieux chasseur n'aime pas quand les singes font la grimace. Naturaliste avant tout, il reproduit la nature telle qu'elle est. Pas de place pour la fantaisie. *« Elle fait ce qu'elle veut. Basta. Mais, elle le sait que j'aime pas ça du tout ».*

Conciliante, Stéphanie décrypte le langage de son ancien professeur. *« L'art dans la taxidermie, ça le fait sourire, mais ce n'est pas de sa génération. Créer autre chose, être dans l'imaginaire, il comprend pas ».*

Stéphanie est une artiste. Pendant ses études aux Beaux-Arts de Bordeaux, elle découvre la taxidermie à l'occasion d'un stage. Première création délirante avec une tortue-chevreuil-blaireau sacrilège qui fait fulminer son maître. Pour elle, c'est une révélation. *« Dépecer, avoir les mains dans le sang, j'adore ça »*, confie-t-elle avant de partir dans un grand éclat de rire. *« Petite, je voulais devenir vétérinaire, mais les maths, c'était pas mon truc ».* Plutôt que de soigner des animaux vivants, elle préfère aujourd'hui donner une seconde vie à leur dépouille.

PANTHÈRE ROUSSE

Ses clients sont surtout des chasseurs et des vieilles dames qui viennent faire empailler leur « toutou ». Quelques excentriques aussi lui rendent visite, comme cet authentique baron au gros cigare :

- Stéphanie, je te présente Elga, ma fiancée. Elga, voici Stéphanie, la taxidermiste. C'est ici que tu finiras tes jours.

Précision, Elga est un chien, un jeune braque au poil sombre. Pas franchement rassurée, elle se planque entre les jambes de son maître goguenard.

Les murs de la boutique sont ornés de dizaines de têtes de cerfs, de buffles et de sangliers. Des perruches multicolores sont figées dans leur envol et un gros Saint-Bernard se repose pour l'éternité. Des vitrines poussiéreuses exposent des petits crânes, des poissons et des cendriers pied-de-buffle. Au milieu des trophées de chasse, Stéphanie Barthes détonne. Cette jolie rousse de 29 ans dégage une présence magnétique. Elégante et gracieuse dans sa combinaison de travail tachée, elle reconnaît : *« J'ai un côté félin et séductrice, c'est pour ça que je suis fascinée par la fourrure. Si j'étais un animal, je serais une panthère noire ».*

Lorsqu'elle ne découpe pas des carcasses, la jeune femme prête ses cheveux à l'Oréal : *« Je suis mannequin aussi. Ça fait un peu de sous, et puis c'est toujours agréable de se faire pomponner, d'avoir le dernier roux à la mode ».* Du coup, même ses bestioles y ont droit : un dernier shampoing l'Oréal pour la postérité.

Dans les mois qui viennent, Stéphanie Barthes veut refaire à neuf son atelier à son image, afin d'exposer ses œuvres. Les chasseurs et les vieilles dames risquent d'être choqués. *« Et c'est tant mieux »*, s'amuse la jeune femme.

Lors de sa performance, des spectateurs ont pleuré. D'autres ne lui ont plus jamais adressé la parole

Mikael Vojinovic

En bas :
Stéphanie Barthes et ses chimères. *« Quand je crée des monstres, je parle des Hommes »*

Charlie Duplan

Stéphanie Barthes

Ci-contre :
Dans un milieu conventionnel, la jeune artiste revisite les codes de la taxidermie.

M.V

PAQUIN SUR GLACE

Nini Caminatou

En un an, le club de hockey sur glace de Bordeaux est passé du bas de tableau à une présence quasi-assurée aux play-offs*. Un changement radical dont le Canadien, François Paquin, est le symbole.

Par Nicolas Bach

Un lundi soir à la patinoire de Mériadeck. Les enceintes crachent une musique assourdissante pour accompagner le début de l'entraînement des hockeyeurs. Casquette à l'envers vissée sur la tête, cheveux blonds bouclés et jogging large, François Paquin apparaît.

De son parcours à son arrivée en France, il se confie avec franchise : *« J'ai arrêté l'école assez tôt pour me consacrer au hockey. Mais très vite j'ai su que je ne percerai pas en professionnel. Au Québec, nous sommes des centaines de licenciés et seulement 1 % atteigne la ligue nationale. C'est là que des clubs français m'ont contacté et mon choix s'est très vite arrêté sur Bordeaux. »* Grâce à la présence de joueurs canadiens comme Jeff Savage, son intégration se passe rapidement. Puis, à force d'abnégation et de travail, il devient peu à peu indispensable. Des efforts récompensés. Aujourd'hui il est devenu un cadre de l'équipe. En début de saison, l'entraîneur Dimitri Fokine demande aux joueurs de voter pour le capitaine et ses assistants. Après dépouillement, François devient l'un d'eux. En décembre dernier, Fokine remercié, un duo d'entraîneurs est nommé en remplacement : Stephan Tartari et Guy Dupuis. Mais les rôles, eux, restent les mêmes. François Paquin est toujours assistant-capitaine. Guy Dupuis explique ce rôle et ne tarit pas d'éloges sur son joueur : *« François est le lien entre les joueurs et nous, le staff. Il fait preuve d'une véritable implication sur la glace où il a toujours une attitude positive vis-à-vis de ses coéquipiers. Aujourd'hui c'est un élément clé de l'équipe, le pilier de notre défense. »* Face à ces compliments, le concerné joue la carte de la modestie. Pour lui, c'est un comportement normal : quand il rentre sur la patinoire c'est pour tout donner. *« J'essaye de montrer l'exemple sur la glace. Je cherche toujours à me donner à 100 % pour aider mes partenaires ».* Cette année, tout sourit aux hockeyeurs bordelais. L'équipe vit bien et les résultats s'en ressentent.

800 EUROS, COLOCATION ET FOIE GRAS

Actuellement quatrièmes de la deuxième division, les Boxers de Bordeaux sont bien placés pour participer aux play-offs avec comme objectif la promotion en Ligue Magnus, la première division. Avec un entraînement par jour et les déplacements en bus, l'entente entre coéquipiers paraît vitale. *« On s'entend bien. Sur et en dehors de la glace. D'ailleurs, après les matchs, on a l'habitude d'aller boire des coups dans un bar sur les quais »*, reconnaît François Paquin. Lui pousse même jusqu'à être en colocation avec un coéquipier slovaque. Joueur professionnel, comme la moitié de l'équipe, il est logé par le club. Pour le reste, son salaire lui sert pour ses dépenses personnelles. Mais avec 800-900 euros par mois, pas de folie en vue: *« Je suis payé sur une période de huit mois donc quand je retourne au Québec je dois trouver un petit boulot. Avec ça je ne peux pas aller m'acheter une voiture neuve par exemple. Les salaires n'ont rien à voir avec le football ou le rugby ».* Pour le moment, c'est une situation qui lui convient parfaitement. Encore sous contrat, il n'envisage pas de partir malgré un niveau évident pour la Ligue Magnus : *« Tout le monde patine à la même vitesse, la différence se fait sur cette fraction de seconde dans l'application d'un geste ou l'anticipation du jeu et François a cette qualité »*, analyse Guy Dupuis.

Tout paraît idyllique entre François Paquin et Bordeaux. Pourtant, à la question de la différence des modes de vie entre le Québec et sa nouvelle ville, il dégaine sans hésiter : *« La durée des repas. Ici c'est posé, on prend le temps et ça peut durer jusqu'à 2 heures. Au Québec, à moins d'une grande occasion, c'est 35 minutes maximum ».* Mais ce n'est pas pour lui déplaire, lui qui reconnaît s'être découvert un faible pour le magret de canard et le foie gras.

* : tournoi final regroupant les huit meilleures équipes du championnat.

LE NOUVEAU CHALLENGE DE NIGEL WYATTE

Mission sauvetage aux Jeunes Saint-Augustin Bordeaux. Pour se sauver, le club a engagé Nigel Wyatte afin qu'il impose ses 2 mètres dans la raquette et sa positive attitude dans le vestiaire. Bien leur en a pris puisqu'après sept matchs sous ses nouvelles couleurs, l'Américain enchaîne les bonnes performances.

Propos recueillis par Nicolas Bach

Nigel Wyatte, comment Bordeaux est rentré en contact avec toi ?
Mon agent m'a appelé et il m'a dit qu'un joueur ici était blessé (Neil Carter, ndlr) et donc ils voulaient que je vienne. Et j'ai répondu oui.

Le fait que Bordeaux soit dernier du championnat ne t'a pas dissuadé ?
Non, c'est un challenge de venir ici. En début de saison, je jouais peu au basket. Revenir en France, c'était une chance de faire ce que j'aime.

Comment te sens-tu depuis ton arrivée ?
Petit à petit je retrouve mes sensations de jeu. Je prends mes marques à mon poste (Wyatte marque en moyenne 15 points depuis qu'il est arrivé, ndlr). Et je suis content car on enchaîne les bons résultats. Tout ça me donne la certitude qu'on va se sauver à la fin de saison. Il nous reste dix matchs à jouer, on a notre destin en les mains.

Tu as découvert le basket très tardivement à l'âge de 11 ans. Pourquoi ?
Quand j'avais 3 ou 4 ans, j'a dû déménager en Floride pour vivre avec ma grand-mère. Nous n'avions pas d'endroits pour jouer. Pour s'amuser, on jouait à chat ou on grimpait dans les arbres. Quand je suis revenu à New-York, mon frère pratiquait le basketball. J'allais avec lui sur les terrains simplement pour le regarder jouer. Petit à petit j'en ai eu marre et comme je devenais grand j'ai fait mes premiers pas de basketteur.

Et à partir de là, as-tu eu l'ambition de percer en NBA ?
J'ai vraiment commencé à jouer au lycée. Je crois que c'est durant ma deuxième année que j'ai su que c'était quelque chose que je voulais faire de ma vie. Puis la dernière année du championnat universitaire, je termine quinzième meilleur rebondeur. J'aurais pu trouver un club en ligue mineure, mais je n'ai jamais vraiment mis toute la motivation. J'allais avoir mon premier enfant et donc je voulais mettre ma famille à l'abri. Je pensais déjà partir, changer de pays. C'est là qu'un club a vu mes statistiques sur Internet et s'est positionné pour m'avoir donc je suis parti.

Après les Pays-Bas et l'Espagne, tu arrives en France au Paris-Levallois.
Quand tu penses à Paris, tu vois une des plus grandes villes du monde. Donc quand j'ai pu y signer, je me suis dit : « Oh super ! ». J'ai toujours voulu visiter la France, l'Espagne et d'autres pays. Être basketteur professionnel m'a permis de voyager, chose que je n'aurais pas pu faire autrement.

Tu étais à Staten Island lorsque l'ouragan Sandy a frappé les côtes américaines. Peux-tu nous raconter ?
La veille où Sandy est arrivé, c'était partout à la télévision, mais vous continuez à vivre normalement. Quand ça arrive, vous voyez combien les choses peuvent être horribles. Dans mon quartier à Staten Island, Sandy a coupé toute l'électricité et il n'y avait plus d'eau. Et encore, je ne veux pas me plaindre. D'autres ont perdu leur maison, leur famille (il sort son portable pour monter quelques photos) Le lendemain, j'ai pris ma voiture pour faire le tour de l'île, des bateaux étaient en plein milieu de la route, des maisons étaient complètement détruites. Puis il y a cette histoire, une femme était au volant de sa voiture avec ses deux enfants à l'arrière. Elle tentait de fuir mais elle a été rattrapé par l'ouragan et la montée des eaux. Une vague les a emportés, elle et ses deux enfants. Elle s'en est sorti mais pas eux.

Tu as fait aussi un peu de bénévolat pour aider les victimes de l'ouragan ?
A cette époque, je n'avais pas encore repris le basketball. Je m'entretenais en courant. Quand j'ai vu les dégâts provoqués par Sandy, j'ai voulu aider. J'ai déblayé des endroits, démoli certaines parties des maisons pour qu'elles puisent être reconstruites.

Ca a été dur de revenir au basketball après-ça ?
Mon premier amour c'est le basketball. Quand j'ai eu vent des contacts avec Bordeaux, j'ai d'abord hésité à venir, mais mon père m'a convaincu de venir.

Tu as un look atypique, des dreadlocks et une grosse barbe. Ça a toujours été le cas ?
Pour ma barbe, je ne réfléchis pas vraiment. Je la laisse pousser quand il fait froid et je la rase quand il fait chaud. J'ai toujours eu les cheveux longs. Avant je faisais des tresses et j'ai toujours voulu des dreadlocks donc je m'en suis fait faire. Mais maintenant je vais devoir trouver un endroit dans Bordeaux pour les entretenir.

Nicolas Bach

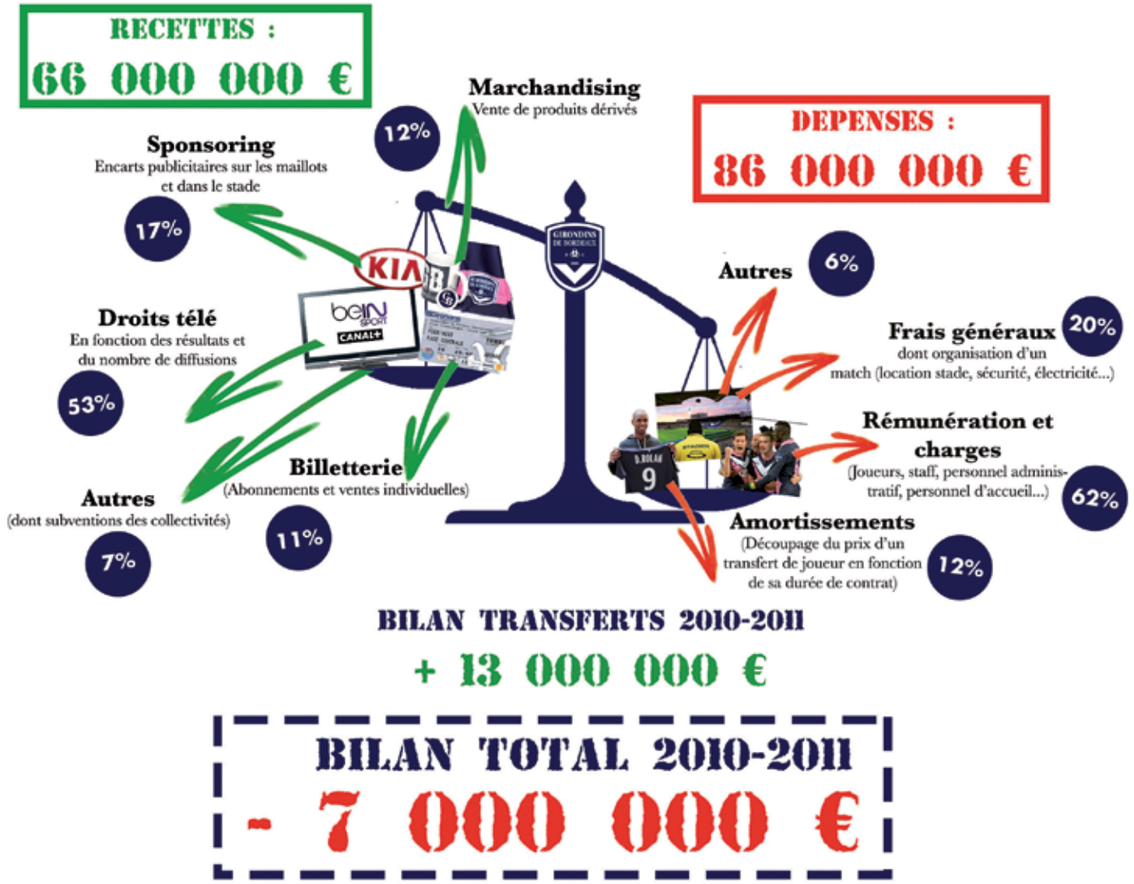
LES MARINE ET BLANC DANS LE ROUGE

-7M€ en 2011 et -14,3M€ en 2012. Depuis 2 ans, les Girondins de Bordeaux sont en difficulté financière. La faute à une masse salariale qui explose, des recettes de billetterie trop faibles et une "droit TV" dépendance. Explications, infographie à l'appui.

Par Maxime Fayolle

14,3 millions d'euros. C'est le chiffre du déficit des Girondins pour la saison 2011-2012 révélé en avant première dimanche 24 février par le quotidien *L'Equipe*. Malgré la qualification européenne, le déficit du club a doublé par rapport à la saison dernière (-7M€). *« Le problème c'est que les clubs de football français sont complètement "TV dépendants" par rapport à leurs homologues européens. »* constate Boris Helleu, directeur du Master Management du Sport à l'Université de Caen. Plus de la moitié des recettes des clubs de foot en 2011-2012 est venue directement des droits TV. Ceux-ci sont calculés en fonction de quatre paramètres : une part fixe versée à tous les clubs, la notoriété de l'équipe, les performances sportives sur les 5 dernières saisons, et surtout le classement de la saison de L1. En se qualifiant pour l'Europa League en juin dernier via sa 5ème place en L1, Bordeaux a gagné de 2 à 4 millions d'euros supplémentaires par rapport à 2011. Mais cette coupe ne représente qu'un faible intérêt financier. En se qualifiant pour les 8èmes de finale jeudi 21 février en battant le Dynamo Kiev, les Girondins n'ont encaissé que 300 000€.

Une somme trop faible pour sortir le club de l'ornière financière dans laquelle il est englué depuis quelques saisons. En cause : la masse salariale qui pèse pour plus de 60 % des dépenses et des recettes billetterie trop faibles. *« L'affluence à Bordeaux est plutôt bonne* (20 700 spectateurs en moyenne en 2011-2012, ndlr) *mais la recette est tronquée car il y a beaucoup d'invitations qui sont distribuées »*, analyse Boris Helleu. Avec une perte de 5 000 spectateurs en moyenne en 2011-2012, il a fallu augmenter le prix des billets de 3€ en moyenne pour conserver des recettes billetterie identiques par rapport à 2010-2011. *« L'organisation d'un match est également onéreuse, même si la ville de Bordeaux ne demande que 2 % des recettes pour louer son stade alors qu'il coûte plus du triple à la municipalité sur l'année »*, note Boris Helleu. Des problèmes d'optimisation des recettes dans les stades dus, selon la DNCG (Direction Nationale de Contrôle et de Gestion), *« à la vétusté et au caractère non fonctionnel des stades en France. »* Une anomalie bientôt corrigée avec l'organisation de l'Euro 2016 en France et la construction de nouveaux stades dont celui des Girondins sur le site de Bordeaux Lac.



BASSONS EN COURSE CONTRE LE DOPAGE

Christophe Bassons, l'ancien Monsieur Propre du peloton, est un témoin privilégié des affaires de dopage qui continuent de toucher le sport en général, et le cyclisme en particulier. Il revient sur sa carrière et évoque ses nouvelles fonctions.

Par Ludovic Ferro

C'est à 17 ans que Christophe Bassons prend sa première licence cycliste. Il ne tarde pas à passer professionnel et après une courte expérience dans la petite équipe de *Force Sud*, sa carrière débute vraiment à son arrivée chez *Festina*, en 1996. Jusqu'en 1998 il a pu être témoin d'un système réglé comme une horloge. *« On réglait d'abord la question du dopage et ensuite, on adaptait l'entraînement et les stages en fonction ».* Travaillant d'arrache-pied, l'espoir "Babasse" note rapidement qu'il possède un réel potentiel : *« J'avais les meilleurs tests d'hiver dans mon équipe ».* Mais ces belles promesses à l'entraînement ne sont pas tenues dans la compétition. Les coureurs dopés avalent leur potion magique le printemps venu et Bassons n'existe plus sur les courses. A cette injustice sportive s'ajoutent rapidement des dommages financiers. *« Les produits étaient achetés avec les primes gagnées sur les courses, même ceux qui ne se dopaient pas devaient payer ».* Cette organisation parfaitement huilée ne dure pas et l'affaire *Festina* éclate en juillet 98. Une légère amélioration est ressentie par celui que l'on surnomme alors "Monsieur Propre" en raison de son refus catégorique et assumé des produits dopants. Mais avec l'explosion très suspecte d'un certain Lance Armstrong en juillet 1999, le cyclisme retombe dans ses pires travers. Bassons le souligne dans une chronique qu'il tient quotidiennement dans *Le Parisien* lors du Tour de France 1999 et ne tarde pas à se faire rejeter par tout le peloton et même par l'ensemble de son équipe, *La Française des Jeux*. Las d'un cyclisme qui le déçoit et qui ne lui ressemble pas, il prend sa retraite en 2001 et *« s'assoit sur un salaire mensuel de 8 000 euros ».* Aujourd'hui Bassons est employé de la direction régionale de la jeunesse et des sports et correspondant régional pour l'agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

UN FLÉAU COMPLEXE

Selon lui, les sportifs ne se dopent pas uniquement pour l'argent ou la gloire. Loin de ce cliché, le manque d'estime de soi, l'éducation ou encore l'amour reçu par les parents peuvent aussi expliquer ce choix *« J'ai eu de la chance de ne pas avoir besoin de ça pour m'estimer et pour être fier de moi »*, dit-il aujourd'hui. Une façon de penser qui évite les raccourcis généralement utilisés pour qualifier les tricheurs. *« Il faut essayer de comprendre le fond, ces gens sont plus à plaindre qu'à critiquer ».* Une charge à demi-mot contre les médias qui n'hésitent pas à glorifier puis à rejeter leurs anciennes idoles. Pour Bassons, les journalistes sont en partie coupables du processus de dopage massif des sportifs *« Les médias doivent arrêter de sacraliser les athlètes pour vendre du papier. Courir un tour de France n'est pas plus dur qu'être maçon ».* Une tâche qui est décrite comme surhumaine dans les articles de presse justifierait donc la prise de produits illicites. Les télévisions sont aussi à contre-courant de la lutte anti-dopage. Une loi oblige les chaînes à diffuser des spots de prévention durant chaque retransmission sportive, mais elle n'est pas respectée. Comble de cette discordance, les coureurs retraités qui commentent les courses sont des anciens dopés (Christophe Moreau, Richard Virenque, Jacky Durand). *« C'est grave, les mecs qui ont gagné des grandes courses se sont chargés, et en plus, on leur offre des places de consultants ».* Pas de réelle punition pour les tricheurs mais, au contraire, une reconversion lucrative assurée.

UN SPORT LOIN D'ÊTRE GUÉRI

Tous ces éléments ont contribué à un désintérêt progressif de "Babasse" pour la petite reine. Difficile de vibrer quand on sait ce qui se cache derrière les performances. Les résultats du Tour de France 2012 l'ont laissé perplexe. *« J'ai découvert qu'il n'était pas utile d'être musclé pour être puissant et qu'on pouvait commencer le Tour avec une tendinite et gagner deux étapes ».* Des références directes à Bradley Wiggins (vainqueur final de la grande boucle cette année là) et à Thomas Voeckler (le meilleur coureur français), qui n'hésitent pourtant pas à s'ériger en porte-drapeau d'un cyclisme propre. Un sport encore complétement gangréné si on se fie à une étude interne récente qui *« laisse penser que plus de 80% des cyclistes français prennent des corticoïdes ».* Et les français sont loins d'avoir les meilleurs résultats dans le peloton international.

Crédit photo : Cyril Champ

Christophe Bassons heureux dans ses nouvelles fonctions .

F.G.

Le poids d'une plume

Pendant cinq ans, Marie de Gandt a écrit les discours de Dominique Bussereau, Xavier Bertrand, et Hervé Morin avant de devenir la *« plume technique »* de Nicolas Sarkozy. Avec un phrasé rapide et quasi ininterrompu, l'enseignante en littérature comparée à l'université de Bordeaux III revient sur sa *« petite exploration du pouvoir politique »*

Propos recueillis par Ambroise Ducher & Florence Giroux

« Sous la plume. Petite exploration du pouvoir politique », par Marie de Gandt. Éditions Robert Laffont

Marie de gandt, vous précisez que vous avez été la plume du Président de la République et non pas celle de Nicolas Sarkozy. Vous semblez attachée à cette distinction. Pourquoi ?
La personne de Nicolas Sarkozy a été un tel point de crispation que je ne voulais pas répéter son nom à longueur de pages. Je souhaitais que mon récit rapporte le fonctionnement de la présidence indépendamment de celui qui occupe la charge. Choisir de ne pas nommer le Président de la République permettait de surprendre le lecteur.

Lorsque le Président improvisait ou sautait certains passages de votre discours, ne vous sentiez-vous pas dépossédée de celui-ci ?
Quand on est une plume, il ne faut pas avoir d'ego. Sinon il faut être romancier ! Avant de réussir à transmettre son discours à l'orateur, il faut passer un nombre de filtres incroyables, comme les conseillers techniques. Un discours est rarement une œuvre personnelle. Et puis l'orateur improvise souvent. J'estime que c'est normal, puisqu'il a été élu. Il a plus de légitimité que moi pour dire ce qu'il a envie de dire.

Lorsque Nicolas Sarkozy prononce le discours de Grenoble, le 30 juillet 2010, vous évoquez un sentiment de honte.
Ce n'est pas moi qui ai écrit ce discours, mais j'ai vu passer la dernière version. J'y ai alors jeté un coup d'œil effaré. C'était une période très tendue. J'avais prévenu le pôle diplomatique en voyant ce qui était en train de se profiler. Cela me paraissait plus de l'ordre de la bêtise intellectuelle que réellement une politique « fascistoïde ». Je pensais que le fond des mesures était tellement hallucinant que ça ne dépendait plus de moi. Je me suis sentie coupable de ne pas avoir tiré la sonnette d'alarme.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées en tant que femme ?
Arriver dans une réunion et être la seule femme sur quarante interlocuteurs, ça fait toujours quelque chose. Mais étonnement, je n'ai jamais été en proie à un machisme subjectif. Il était toujours objectif, c'est-à-dire qu'il était le résultat de l'état de notre société qui fait que, dans les instances du pouvoir, il y a si peu de femmes.

Dans le livre, vous écrivez *« Un homme politique est perdu pour ses amis »*. Qu'en est-il pour une plume ?
Beaucoup d'amis de gauche ont très mal vécu le fait que je travaille pour un gouvernement de droite. En ce sens là, j'ai peut être été perdue pour certains amis. Pourtant, j'étais au service d'un président et non d'un candidat. Selon moi, une plume ne se perd jamais, car l'écriture lui permet de ne pas trahir ses convictions.

Selon vous, *« la presse est le tribunal de la plume »*
Tant qu'un discours n'est pas prononcé, on a du mal à juger de sa qualité. La plume est aussi comme un dramaturge qui anticipe la représentation sur scène, l'état du public, la température qu'il va faire dans la salle. Les retours de la presse permettent de percevoir la validité et les effets de ce que l'on a écrit.

Comment une jeune femme venant de la gauche devient-elle la plume d'hommes politiques de droite ?
Je viens de la gauche dans le sens où j'ai été élevée dans un univers de gauche. Quand j'ai commencé mon travail de « plume », j'étais sans emploi. A aucun moment, je n'ai donc eu le sentiment d'être dans la transgression. Je trouvais que la gauche se perdait dans des querelles de personnes. Elle n'avait pas de réflexion construite sur ce que pouvait être un modèle social et économique à l'heure de la mondialisation. J'avais honte des décisions prises par la gauche, ou plutôt de celles qu'elle ne prenait pas.

***« Parler la droite »*, ça s'apprend ?**
Oui, et ça se désapprend aussi. On découvre surtout qu'il y a d'autres façons de voir la réalité. Je raconte par exemple que, lorsque j'ai débuté au secrétariat d'Etat aux Transports, j'écrivais « les patrons ». Et l'on m'a dit « mais non! Ce sont les employeurs, les entrepreneurs ». Ça, c'est du langage de droite. Mais je pense plutôt avoir agrandi mon vocabulaire que changé de langue.

Avez-vous anticipé l'engouement médiatique autour de votre livre?
Pas du tout ! J'ai choisi de ne pas le publier juste après les élections afin de ne pas participer au débat politique. Le hasard fait que mon texte paraît au moment où cette stupide association des amis de Nicolas Sarkozy se crée. Les bras m'en sont tombés ! J'ai écrit ce livre de façon délibérément littéraire, en le pensant comme un roman. Or, seuls les journalistes politiques m'interrogent. Si j'avais su cela, j'aurais été complètement inhibée.